

VENDREDI 28 FEVRIER 2014

- = Le pic pétrolier de l'Algérie, et de trois autres nations arabes gâtées par l'or noir p.1
- = **Un banquier mort, cela ne parle pas! Et quelques autres nouvelles** p.5
- = « Une nouvelle preuve de la manipulation des cours de l'or ! » p.11
- = **Effondrement du secteur Gazier...** p.18
- = **Rome bientôt bloquée si elle ne reçoit aucun soutien financier** p.20
- = **La fin programmée des classes moyennes** p.21
- = **Prouvez-moi que j'ai tort et empochez le million !** p.23
- = **L'Autriche minée par ses banques** p.26
- = **L'état de crise permanent. Explication à travers le monde du vivant** p.30
- = **Les écologistes ne servent à rien** p.37
- = **Poutine va se venger des Bachi-bouzouks** p.40
- = **Intégration de la prostitution et de la drogue dans le PIB** p.43
- = **États-Unis: la croissance nettement révisée à la baisse au T4** p.46



Le pic pétrolier de l'Algérie, et de trois autres nations arabes gâtées par l'or noir

28 février 2014, par Matthieu Auzanneau

L'Algérie, l'un des principaux fournisseurs du pétrole et du gaz consommés en France, s'inquiète de plus en plus ouvertement de l'avenir de sa production d'or noir, rapporte cette semaine le quotidien *El Watan* :

"Les réserves stagnent et les efforts d'exploration n'aboutissent au final qu'à des gisements de plus en plus petits, ne présageant rien de bon et risquant d'induire un rapide déclin de la production (...)."

Des découvertes de plus en plus maigres, en dépit des efforts d'investissement : air connu sur ce blog.

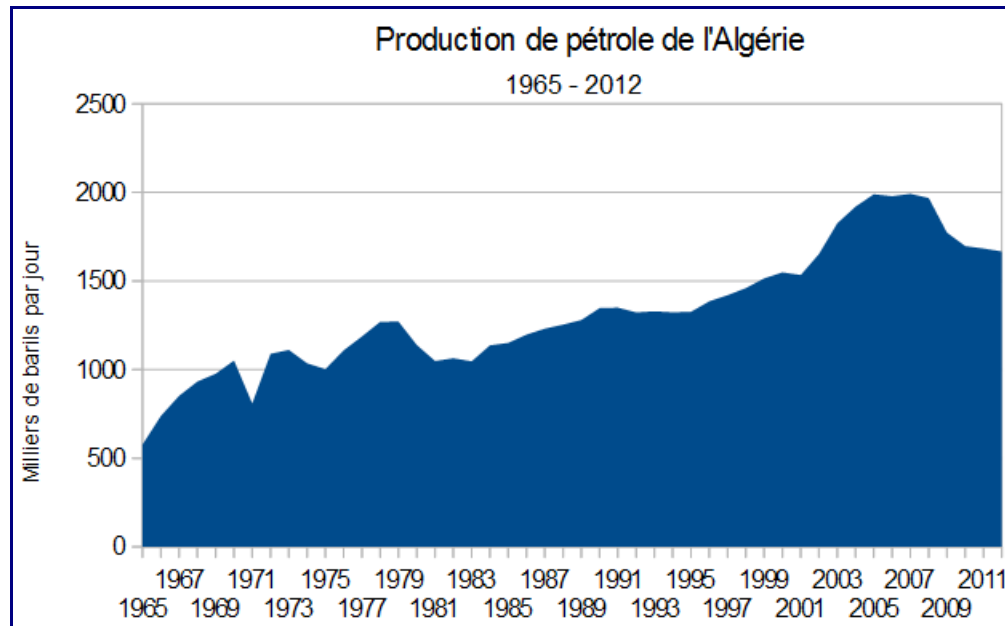
En quête d'une échappatoire, l'Algérie cherche à s'ouvrir aux investisseurs étrangers afin de développer entre autres des ressources de pétrole non-conventionnels (tout comme le Mexique et l'Iran, pays non moins attachés jusqu'ici à l'indépendance de leurs compagnies nationales).

Pas sûr que cela suffise.

Abdelmadjid Attar, ex-PDG de la compagnie nationale, la Sonatrach, a estimé lors d'un colloque à l'Institut algérien du pétrole le 22 février que le pétrole et le gaz de schiste* ne pourront suffire à compenser le déclin des

ressources conventionnelles, indique *El Watan*, quotidien de référence en Algérie.

L'Algérie, troisième producteur du continent africain, a vu ses extractions de brut chuter de 16 % depuis un pic atteint en 2007 :



Source : BP.

La production de gaz naturel connaît également un déclin prononcé : - 7,5 % depuis un pic atteint en 2005.

Abdelmadjid Attar [estime](#) qu'à partir de 2019, l'Algérie sera obligée de diminuer ses exportations d'hydrocarbures. "*L'Algérie pourrait ne plus honorer ses engagements à l'export à partir de 2030*", met en garde *El Watan*. L'ancienne colonie française fait partie des membres historiques les plus influents de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'Opep.

Ancien ministre de l'énergie algérien, Nordine Aït Laoussine insiste sur le "*problème lancinant*" de "*l'explosion de la consommation interne*". La consommation de pétrole des Algériens s'est accrue de pas moins de 66 % en dix ans, entraînée entre autres par l'explosion démographique. Elle a atteint 367 000 barils par jour en 2012, grevant d'autant les capacités d'exportation du pays.

Cette double contrainte d'une envolée de la demande domestique et de capacités de production stagnantes ou fléchissantes est [récurrente parmi les pays de l'Opep](#) (elle a notamment été [analysée par Bernard Durand](#), ex-

directeur de l'Ecole nationale supérieure de géologie de Nancy).

Ancien vice-président de la Sonatrach, Tewfik Hasni tranchait récemment dans une [interview accordée au site d'information Magbreb Emergent](#) :

"Tous les experts sérieux savent que nos réserves, y compris le gaz de schiste, ne garantissent pas plus de 20 ans de consommation au rythme actuel de leur exploitation."

El Watan résumait dans [une précédente analyse](#) :

"Il n'existe presque plus d'experts à Alger pour soutenir (...) que l'Algérie peut, dans un horizon humain, revenir et dépasser son niveau de production de 220 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole) atteint entre 2005 et 2007."

La rente pétrolière et gazière est essentielle à la stabilité sociale d'un pays où le souvenir de la guerre civile des années 90 est encore vif. Les ressources apportées par les hydrocarbures ont permis d'acheter et de racheter encore la paix sociale. Les transferts sociaux représentent un tiers du PIB de l'Algérie, rappelle le quotidien français *L'Opinion*. Malgré l'accident vasculaire cérébral dont il a été victime en 2013, le président Abdelaziz Bouteflika, 77 ans, au pouvoir depuis 1999, est candidat à un quatrième mandat. Les élections prévues le 17 avril sont d'avance [qualifiées de mascarade par l'opposition](#).

Mustapha Mékidèche, consultant et ex-cadre de Sonatrach, reproche au gouvernement une politique des prix et de subventions "*suicidaires*", qui encourage le gaspillage au sein des ménages, et organise un transfert de la rente au profit des industriels, relate *El Watan*.

Le parallèle avec d'autres pays producteurs arabes est instructif.

L'Egypte est demeurée longtemps un producteur de second rang stratégiquement vital pour l'empire britannique. Ses extractions brut n'en finissent plus de s'étioler aujourd'hui.

La production gazière demeure importante. L'Egypte a pu se mettre à exporter du gaz naturel au milieu des années 2000. Mais cette manne-là a déjà pratiquement disparu : d'une part plusieurs champs importants sont entrés en déclin, d'autre part la consommation des Egyptiens est en train de surpasser la production.

Les alliés du régime militaire égyptien dans le golfe Persique soutiennent le maréchal Abdel Fattah al-Sisi grâce à des aides qui incluent 4 milliards de dollars de produits pétroliers en provenance d'Arabie Saoudite, du Koweït et des Emirats Arabes Unis. Mais le diesel acheminé s'adapte mal aux centrales thermiques égyptiennes, prévues pour fonctionner au gaz. Les militaires qui ont chassé du pouvoir les Frères musulmans pourraient bien jouer l'avenir de leur régime durant l'été, au cours duquel les coupures d'électricité et les pénuries de carburant promettent d'être plus graves encore qu'à l'accoutumée, [analyse l'agence Reuters](#).

En Libye, la production pétrolière est tombée la semaine dernière [à seulement 230 000 barils par jour](#). De nombreuses installations importantes – puits, oléoducs, terminaux – sont fermées en raison de troubles dont elles sont bien souvent l'enjeu.

La production s'établissait à 1,6 millions de barils par jour (Mb/j) avant la guerre de 2011. Mais cette production était alors déjà en repli, par rapport à un pic de 1,8 Mb/j atteint en 2007-2008. Plusieurs analystes redoutent que le chaos de l'industrie pétrolière libyenne masque un mal plus profond : celui du déclin structurel des ressources du pays.



Réservoir en feu en novembre en Syrie, dans une raffinerie de la province de Homs. Source : EPA.

La Syrie a franchi son pic pétrolier en 1996. L'effritement des ressources en devises et en énergie offertes par les hydrocarbures a sans doute contribué au marasme économique du pays, lequel a abouti à l'exaspération d'une partie de la population puis à la guerre civile. A la veille de cette guerre débutée en mars 2011, les extractions d'or noir étaient inférieures de 30 % au niveau

atteint lors du pic de 1996. En mai 2008, le régime de Bashar Al-Assad dut réduire considérablement les subventions sur l'essence, qui absorbaient pas moins de 15 % du PIB, souligne [le Guardian](#). Le prix du carburant tripla du jour au lendemain, entraînant une forte inflation des prix agricoles.

Ce qui reste de production de brut en Syrie est aujourd'hui en large partie contrôlé par les milices islamistes proches d'Al-Qaïda. Ces milices alimenteraient en carburant l'armée ennemie de Bashar Al-Assad, moyennant des contreparties nébuleuses, [selon le New York Times](#). Sans doutes ces ressources aident-elles les miliciens sunnites [à essaimer dans l'Irak voisin](#).

Le destin des nations pétrolières arabes est chevillé au pétrole, parfois depuis la fin de la première guerre mondiale. Par mauvaise foi ou par complaisance, le rôle incoercible de l'or noir dans leur développement a trop souvent été éludé, sans doute pour le pire, inexorablement.

** Pétrole et gaz "de roche-mère", à plus proprement parler.*

Brèves de trottoirs du Vendredi 28 Février 2014 :

Un banquier mort, cela ne parle pas! Et quelques autres nouvelles

Par [The Wolf le 28/02/2014](#) • Par Bruno Bertez

Nous aurions pu choisir un autre titre, mais celui-là nous plait bien. Atmosphère, atmosphère, il crée une atmosphère de lecture qui correspond à l'effet que nous recherchons.

Depuis le début janvier, on constate une épidémie de suicides chez les banquiers globaux, bizarre chez des gens favorisés par le destin sur lesquels se répand la corne d'abondance de la finance.

Parmi ces 9 banquiers, trois travaillaient chez JP Morgan.

Certains suicides sont grotesques, comme celui du Colorado qui se serait suicidé avec un pistolet à clous en se perçant de... 8 projectiles.

Voici en vrac nos notes de travail des derniers jours:

= Georges Soros a doublé sa position vendeur sur le S&P à 1.300.000.000 de dollars.

= Minutes de la Fed du 16 septembre 2008 qui montrent que les apprentis

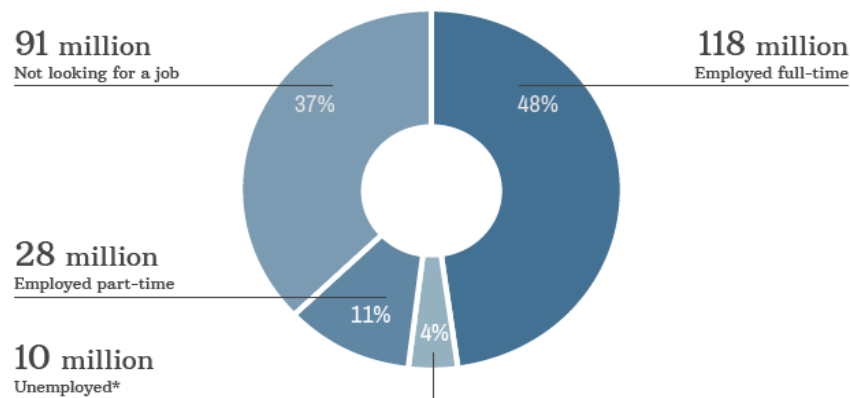
sorciers n'ont rien vu venir lors de la crise de Lehman.

= Minutes de la Fed du 28/29 janvier, certains participants commencent à suggérer qu'il serait approprié de commencer à monter les taux.

= L'Office Budgétaire du Congrès US a calculé que 2,5 millions de personnes vont quitter le marché du travail en raison d'Obamacare.

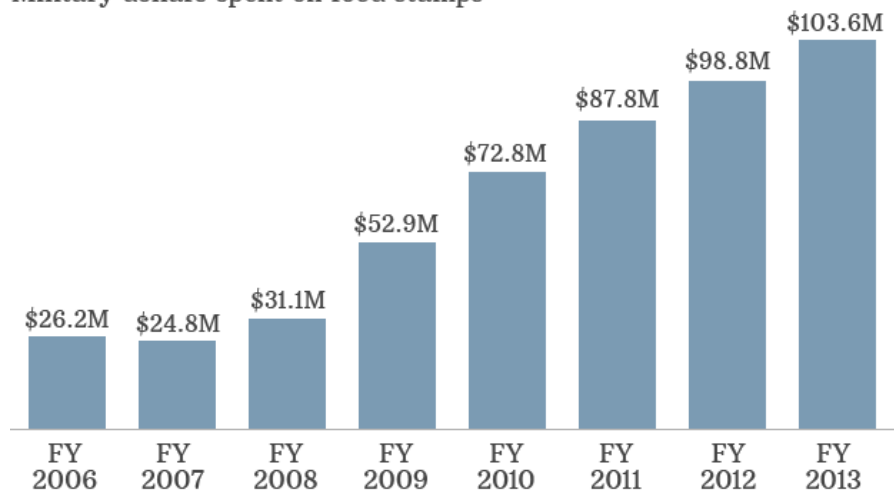
= La participation au marché du travail, la Labor force continue de chuter, on est à 63% contre 66,4 en 2006.

Job status of 247 million Americans, over 16



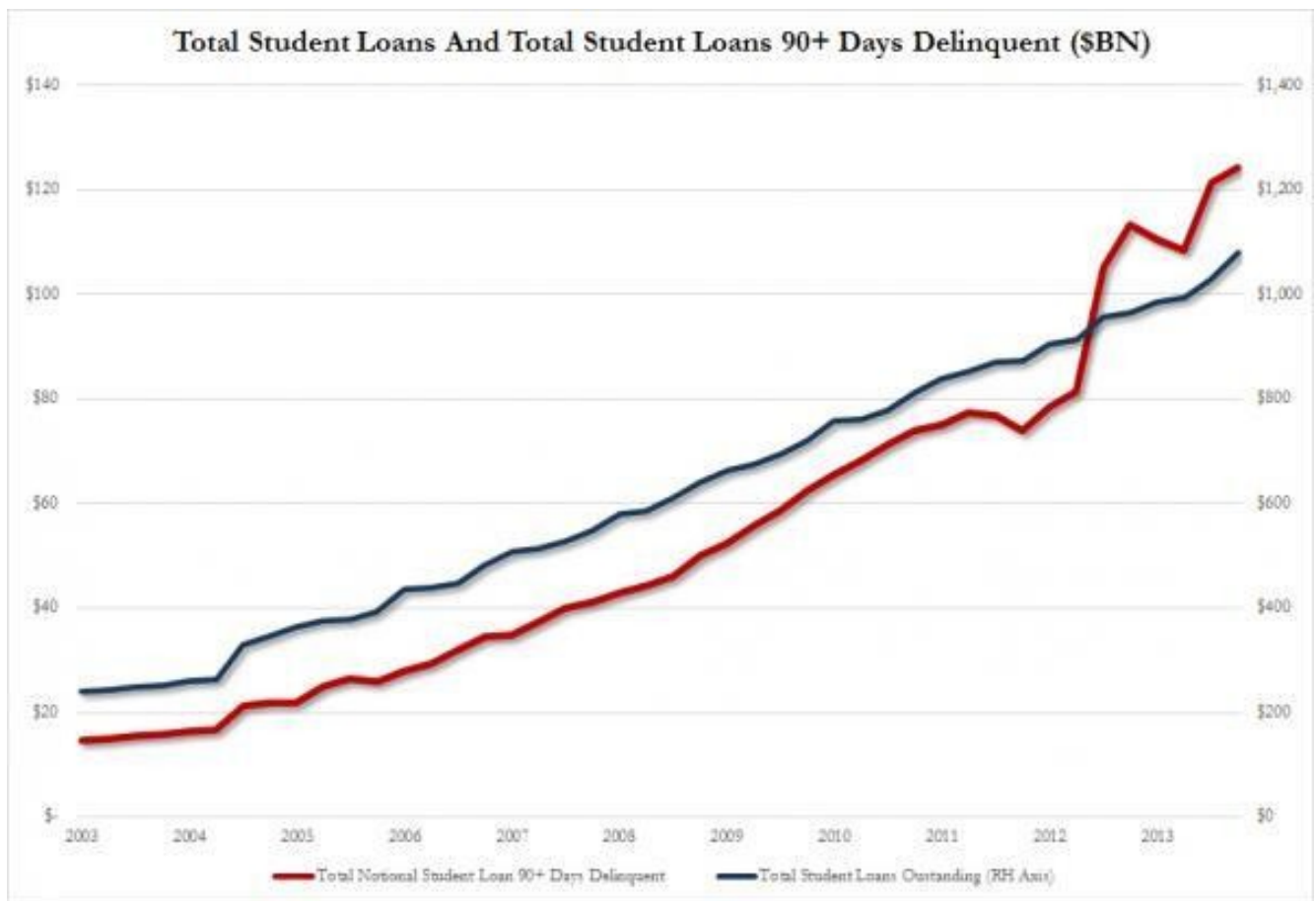
*NOTE: 'UNEMPLOYED' INCLUDES OUT-OF-WORK PEOPLE WHO LOOKED FOR A JOB IN THE LAST 4 WEEKS; SOURCE: BUREAU OF LABOR STATISTICS

Military dollars spent on food stamps



SOURCE: DEFENSE COMMISSARY AGENCY

= Les ménages américains se précipitent à nouveau sur le crédit à un rythme record jamais vu depuis 6 ans.



= Le boom des prix des terrains agricoles US qui durait depuis 5 ans se termine, beaucoup de transactions en cours ne sont plus finalisées.

= Le G20 demande, pour la nième fois, des politiques « accommodantes » et fixe un objectif pour la croissance des GDP, mais il confirme la tendance à la normalisation des politiques monétaires.

= Le carry global est estimé selon la BOFA à plus de 2 trillions, épée de Damoclès terrible sur le risk-on.

= Le Japon enregistre un déficit record de son commerce extérieur, ce qui fait monter les risques d'échec pour la politique dite Abenomics.

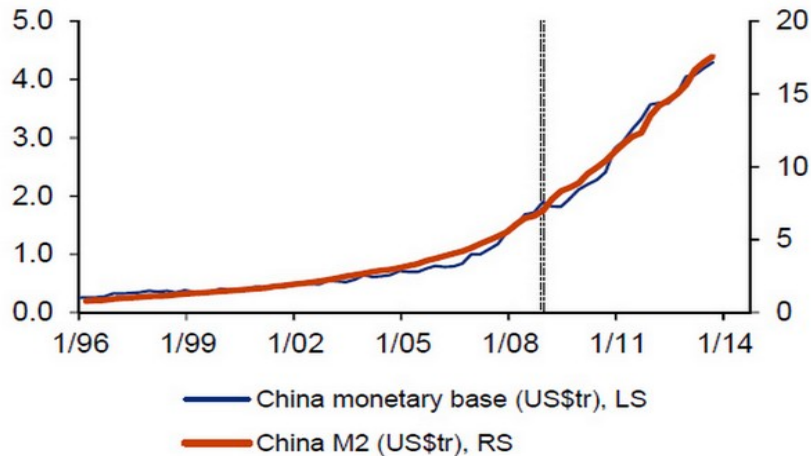
= La croissance au dernier trimestre au Japon a été la moitié de celle qui était prévue, la confiance des consommateurs chute, ils sont squeezés.

= Les chiffres officiels montrent que la Chine vend des montants record (50 Milliards en décembre 13) de Treasuries US.

= En Chine, plusieurs banques stoppent les prêts à l'acquisition d'immobilier.

= Les défauts cachés dans le shadow système bancaire chinois se multiplient, beaucoup de produits high yield ne sont plus honorés.

= Dérapage record du crédit en Chine en janvier, on fait 35% de plus que les estimations, la pente annuelle est à +17,5%. Mais le PMI déçoit à 48,3.



Source: BofA Merrill Lynch Global Research, BIS

= On commence à voir des attaques sur le Yuan sur le marché de changes.

= En Thaïlande, le run sur les banques se développe et les retraits s'amplifient.

= Le gouvernement indien va injecter 1,8 milliards de dollars dans ses banques d'Etat pour les maintenir à flot.

= En Espagne, on parle de créer une deuxième structure de defeasance, seconde bad bank.

= En Espagne, les prêts pourris avoués atteignent 13,6% des encours.

= Le taux de chômage des moins de 25 ans en Espagne atteint 54,3%.

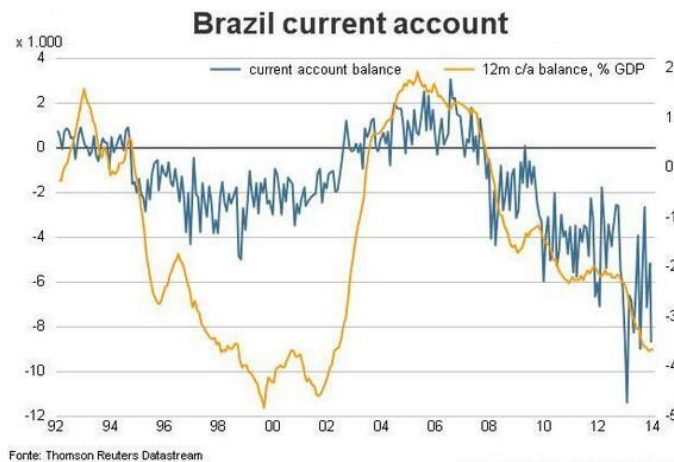
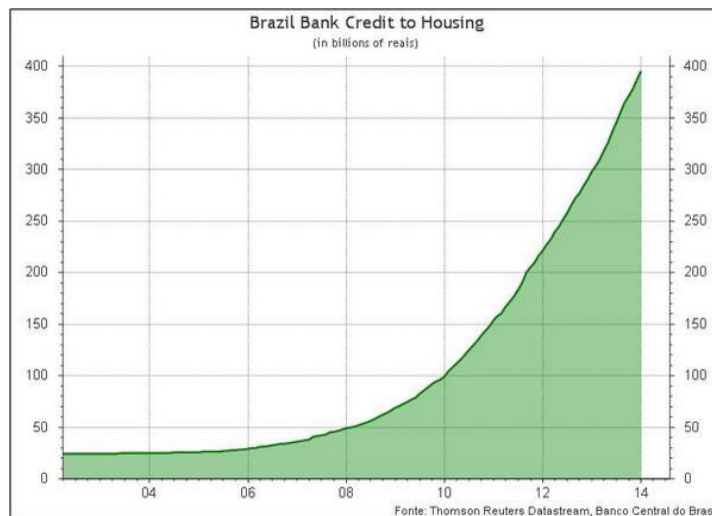
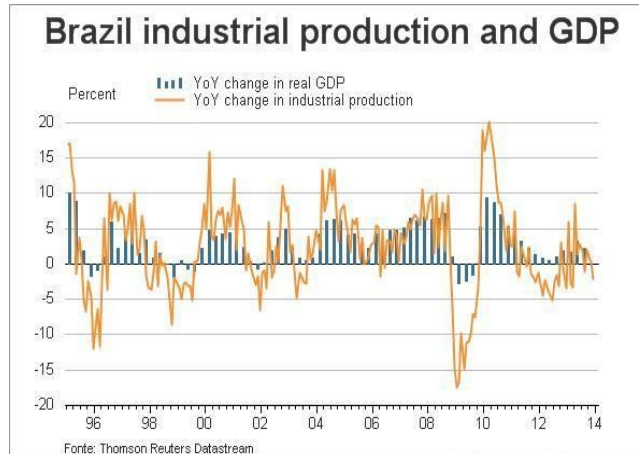
= Espagne toujours, les objectifs de déficits ne seront pas tenus malgré leur révision continuelle en hausse, on sera à 6,8% au moins contre un dernier objectif de 6,5%.

= Les banques italiennes ont besoin de plus de 20 milliards pour faire face aux pertes sur les prêts non performants « Ces prêts sont dissimulés sous les tapis ».

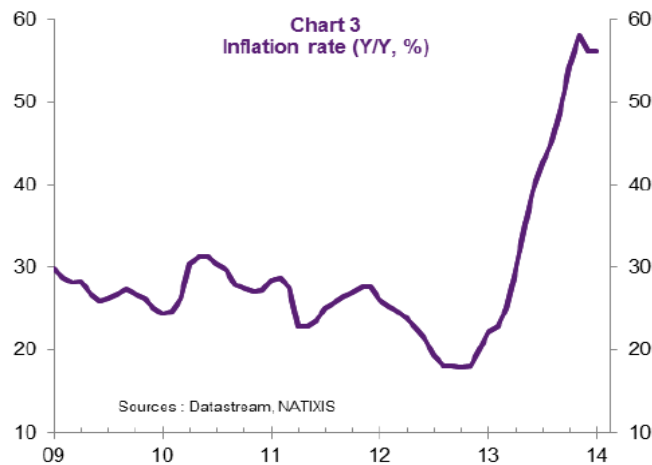
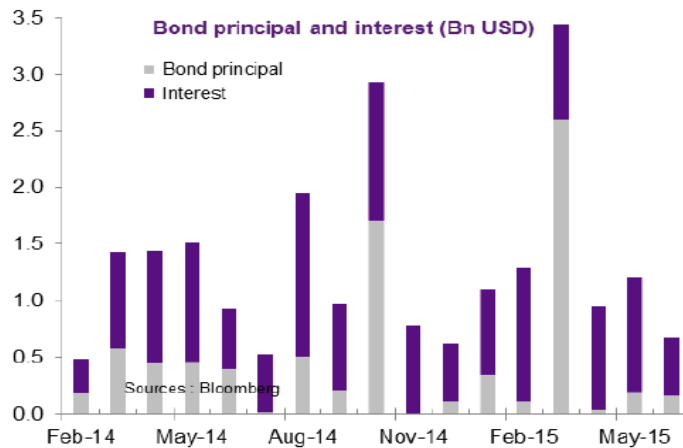
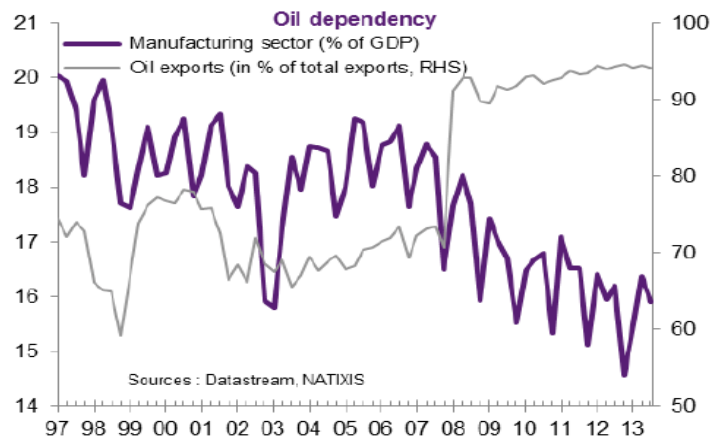
= La hausse spéculative des prix du logement en Allemagne atteint un record de 10 ans en raison des taux d'intérêt bas.

= L'Ukraine est en faillite et demande 35 Milliards à ses « protecteurs ».

- = Les prix du café, du sucre et de l'or montent fortement.
- = Le taux de chômage en RSA dépasse les 26%.
- = Facebook paie un prix délirant de 19 billions pour WhatsApp...
- = Inflation au-dessus des prévisions, croissance en dessous au Brésil.



Implosion du Venezuela.



= La compagnie aérienne Qantas bat de l'aile, le gouvernement australien va venir en aide.

Et pour terminer:

Pour la première fois, le montant des dividendes distribués par les blue chips mondiales a dépassé 1 trillion de dollars à 1.027 trillions, la progression depuis 2009 est de 310 milliards.

« Une nouvelle preuve de la manipulation des cours de l'or ! »

Charles Sannat 28 février



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Une nouvelle histoire agite (à juste titre) Internet et beaucoup y voient une nouvelle preuve d'une part des manipulations que subit le marché de l'or et un nouveau signe du pouvoir des banques... Hélas, notre ami big browser Google archive tout, il est donc ainsi toujours possible grâce au « cache Google » de le lire. Vous trouverez ci-dessous le lien vous permettant d'y accéder directement !

En effet, le *Financial Times*, qui est tout de même le journal économique de référence mondiale, a procédé au retrait d'un de ses articles le 23 février dernier qui évoquait une potentielle manipulation du cours de l'or avec quelques éléments plus gênants pour nos grandes banques.

Le *Financial Times* y affirmait que les cours de l'or semblaient avoir fait l'objet de manipulations près de la moitié du temps entre janvier 2010 et décembre 2013 en s'appuyant sur une analyse du cabinet de conseil Fideres dont les travaux ont mis en évidence que « les cours de l'or montent ou descendent fréquemment au début d'une « conference call » que se donnent biquotidiennement un groupe de 5 grandes banques, puis qu'il atteint le maximum de cette tendance au moment de la fin de l'appel, avant de subir un retournement de tendance. Le cabinet de consultance suggère donc que ce groupe se rend coupable d'un « comportement collusif ». »

Dans le mécanisme du fixing des prix de l'or, c'est cette conférence

biquotidienne qui permet de fixer le cours de l'or qui servira pour les transactions du marché. Les cinq banques en question sont la Deutsche Bank, HSBC, Barclays, Bank of Nova Scotia et Société Générale.

Le régulateur de la Bourse allemande, Bafin, a lancé une enquête et réclamé des documents à la Deutsche Bank. Cette dernière a indiqué le mois dernier qu'elle se retirait du Gold Fixing : « La Deutsche Bank retire sa participation dans le processus de fixation du cours de référence de l'or et de l'argent à la suite de l'important réajustement de nos activités sur les matières premières. Nous demeurons engagés sur les marchés des métaux précieux », indique son communiqué. La plus grande banque allemande cherche toujours en ce moment un repreneur pour son activité de bullion bank... et pour le moment personne ne semble s'être présenté au portillon. En se dégageant de cette activité, cela met en relief une appréciation des risques de la part de la banque. Elle préfère couper cette activité que de prendre le risque de la poursuivre, ce qui en dit long sur ce qui se passe en réalité.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni et la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis enquêteraient également sur cette affaire mais se sont refusées à tout commentaire et encore moins à une confirmation qu'une enquête avait bien été ouverte.

Enfin, l'article du FT montre bien que ces manipulations semblaient bien avoir pour objectif de permettre aux banques de maximiser leurs positions et leurs profits au détriment évidemment des acquéreurs et notamment des gros fonds et autres ETFs...

Nous sommes dans un monde où les banques gagnent dans tous les cas, seule la catégorie de perdant change. C'est la raison pour laquelle les banques représentent un danger pour nos démocraties. Leur démantèlement serait la seule option viable.

Quant à savoir pourquoi le *Financial Times* a retiré ce papier, nous ne le saurons probablement jamais avec certitude, cependant, il n'y a point besoin d'être devin pour se douter que le journal a dû subir quelques amicales pressions de certains de ses gros annonceurs... qui sont de grandes compagnies financières. Heureusement, pour une fois, Google est là et cet article retiré du site du FT peut continuer sa vie et circuler encore plus vite sur la toile puisqu'il est désormais estampillé du sceau de la censure bancaire.

Le faire suivre et le diffuser devient un acte militant et un acte de protestation pacifique contre ces grandes multinationales de la finance qui retirent aux peuples du monde entier leur pouvoir de décision politique et économique.

Restez à l'écoute.

RBS a perdu les 46 milliards d'euros versés par le contribuable pour la renflouer !

C'est encore un article de l'excellent *The Telegraph* à Londres qui nous apprend que la Royal Bank of Scotland a déjà perdu tout l'argent investi par les contribuables il y a six ans, lorsqu'elle était au bord de l'effondrement et que l'État britannique était venu à son secours... avec de l'argent public !

La banque a confirmé aujourd'hui que ses pertes totales depuis son sauvetage sont maintenant de 46 milliards d'euros... somme qui lui avait été versée en 2008.

Les pauvres Anglais vont à nouveau devoir sauver une banque... Mais rassurez-vous, notre tour viendra également. Nous n'en avons pas fini avec ces histoires de banques en faillites... loin de là.

Poursuivez votre débancarisation.

Washington met Credit Suisse sur le grill... et ils ont raison !

C'est un article de l'Agefi qui nous apprend que les Américains l'ont mauvaise à l'égard des Suisses et de leur mauvaise foi... Bon, pour tout dire, j'aime bien les Suisses, mais sur ce coup-là, ils nous prennent pour des crétins.

En substance, la défense des banques suisses consiste à dire que ce n'est pas leur faute mais uniquement la faute de leurs collaborateurs... pas très élégants comme procédé... mais tellement dans la culture bancaire !

« Le rapport est parsemé d'anecdotes qui donne un aperçu de l'ingéniosité des banquiers privés de Credit Suisse, dont 1 800 ont travaillé avec des clients américains, y compris sous la forme de démarchage sur le sol américain.

Un ancien client raconte notamment avoir pu consulter, lors d'une entrevue dans un hôtel Mandarin Oriental, un relevé de compte dissimulé dans un

exemplaire de Sports Illustrated. Un autre explique que, lors de ses visites en Suisse, il était conduit discrètement via un ascenseur commandé à distance jusqu'à une salle de réunion impersonnelle.

Afin de choyer ses clients américains en route pour les stations de sport d'hiver, la banque avait par ailleurs installé une agence au sein de l'aéroport de Zurich. Près de 10 000 clients y ont fait une halte, indique le rapport. Tous ces éléments montrent qu'il n'est pas plausible que la direction de Credit Suisse n'ait pas été impliquée, défendent ses auteurs. »

Mais cela n'empêche pas la banque de dire que c'est la faute de collaborateurs indécents et pas des consignes de la hiérarchie... C'est vrai qu'un conseiller d'Agence peut parfaitement décider de signer un contrat de bail, faire des travaux et aménager une agence... dans un Aéroport international sans demander la permission à son chef...

La Chine fait face à un environnement économique extérieur complexe

BEIJING, 27 février – La Chine sera confrontée à un environnement économique extérieur complexe cette année, malgré une croissance légèrement plus forte de l'économie mondiale, a prévu jeudi le Bureau d'État des statistiques (BES).

L'écart entre les taux de croissance des pays développés et en développement persistera, et certains pays en développement connaîtront un affaiblissement de leur croissance, a déclaré le BES dans un communiqué.

L'année dernière, la croissance économique mondiale a ralenti, et d'après les statistiques du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, l'expansion de l'économie mondiale a baissé de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2012, précise le communiqué.

Parmi les pays développés, les États-Unis ont poursuivi leur reprise modérée. Le Japon a quant à lui connu une accélération de sa reprise grâce à ses politiques budgétaires et monétaires de relance, tandis que la zone euro reste plongée dans la récession, a conclu le BES.

Les économies en Asie de l'Est et du Sud-Est ont connu une progression économique relativement rapide, alors que les « cinq fragiles », un groupe de marchés émergents à risques composé de l'Inde, de l'Indonésie, du Brésil, de la Turquie et de l'Afrique du Sud, ont été confrontés à des difficultés en

raison de déséquilibres économiques et de fuites des capitaux, selon le communiqué.

La Banque mondiale a prévu que l'économie mondiale progresserait de 3,2 % cette année, soit 0,8 point de plus que l'année dernière, tandis que la croissance du commerce pourrait accélérer de 1,5 point à 4,6 %.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Les autorités chinoises ne brillent pas par leur optimisme sur l'état de l'économie mondiale et encore une fois, les meilleures analyses se trouvent plus à Pékin qu'à Washington... C'est un renversement assez saisissant des choses.

Mais nous sommes les gentils et tous les autres sont les méchants... à moins que les choses soient un tout petit plus compliquées que ce que l'on veut nous dire au JT de 20 heures...

En attendant, cette dépêche confirme que la situation économique mondiale est fragile et précaire.

Un lanceur d'alerte touche 14 millions de dollars de la SEC !!

Nous avons appris aujourd'hui par un article des Échos qu'avec un peu de chance la profession de lanceur d'alerte pourrait ne plus être que très dangereuse et ruinant des carrières mais également lucrative !

En effet, » un lanceur d'alerte a perçu une récompense record des autorités boursières américaines, pour avoir donné des informations sur une gigantesque fraude touchant des investisseurs étrangers ».

« Dénoncer des escroqueries peut rapporter gros. Le lanceur d'alerte (whistleblower en anglais) qui a révélé une gigantesque fraude touchant des investisseurs étrangers cherchant à obtenir la résidence permanente aux États-Unis a empoché 14 millions de dollars. Le montant avait été dévoilé par la SEC (Securities and Exchange Commission), le gendarme de la Bourse américaine, à l'automne dernier, mais sans donner de détails sur l'affaire en question. Selon le *Wall Street Journal*, citant des sources proches du dossier, la fraude aurait, en fait, touché 250 investisseurs étrangers, pour la plupart chinois, qui ont été dupés par un trentenaire, Anshoo R.Sethi .

Ce dernier, basé dans la région de Chicago, leur faisait miroiter des cartes vertes, en échange d'un investissement dans des hôtels. Il leur expliquait que l'investissement permettant de créer des emplois outre-Atlantique leur donnerait le droit de résidence, en vertu d'un programme américain. En fait, Anshoo R. Sethi et ses complices n'avaient pas les permis nécessaires, ni l'appui de grandes chaînes hôtelières dont ils se prévalaient. La fraude porterait sur 155 millions de dollars. »

Bon, évidemment, si vous travaillez chez J.p maurganne ou chez Gold men sac-à-mains (je suis obligé de changer les noms pour éviter un procès) et que vous souhaitez dénoncer des fraudes et faire « lanceur d'alerte », vous serez vraisemblablement plus lancé du 35e étage que récompensé. Mais c'est tout à fait normal. Il y a scandale et scandale. Le petit scandale vous pouvez en parler. Le gros scandale systémique machin toussa... silence obligatoire, sinon... suicidé de 15 coups de cloueuse...

C'est ce que l'on appelle être cloué au pilori !

154,7 milliards de dollars : le bénéfice record en trompe-l'œil des banques américaines en 2013

« Le secteur bancaire a enregistré un résultat record en hausse de près de 10 % par rapport à l'an passé. Une majorité des revenus vient toutefois d'une baisse des provisions, s'inquiète l'organisme fédéral de garantie des dépôts... »

En réalité, baisse des provisions et plans massifs de licenciements des collaborateurs par dizaines de milliers...

Comme quoi il y a les grand titres... et puis la réalité dès que l'on creuse un peu.

Enfin, il ne faut pas oublier que la FED rachète depuis quelques années pour plusieurs dizaines de dollars par mois de créances pourries aux banques américaines et qu'elle leur prête de l'argent à un taux zéro...

Dans ces conditions, il faudrait que les banquiers soient des ânes pour ne pas réussir à se gaver comme ils le font.

Mais cela ne pourra pas durer éternellement. Les banques sont toutes fragiles. Toutes.

Le yuan est désormais plus utilisé que le franc suisse dans le monde

C'est une information importante et cela montre les conséquences concrètes de l'internationalisation de la devise chinoise et de sa politique de désaméricanisation.

« Le yuan, qui s'est fortement apprécié tout au long de 2013 face au dollar, a détrôné le franc suisse en janvier pour devenir la septième monnaie la plus employée dans le monde comme moyen de paiement. »

Le yuan a dépassé 22 monnaies et c'est une progression assez phénoménale à laquelle nous assistons. « Dans le détail, les paiements en yuan ont augmenté de 30,6 % en janvier, tandis que la croissance a été de 4,8 % pour le reste des devises. »

« Désormais, le yuan n'est plus précédé que par le dollar américain, l'euro, la livre sterling, le yen, le dollar canadien et le dollar australien. »

C'est donc une évidence. Tôt ou tard il y aura une indispensable refonte du système monétaire mondial pour matérialiser les nouveaux équilibres.

Des lambeaux de vérité qui laissent entrevoir une réalité sordide

C'est l'un des tous derniers papiers de ma camarade de jeu Simone Wapler dont je vous conseille très sérieusement la lecture !

« Parfois, les journaux laissent échapper des lambeaux de vérité. Dans ces colonnes, nous soutenons que les manœuvres des banques centrales sont vaines et que la prospérité ne s'achète pas en fabriquant de la fausse monnaie, en rajoutant de la dette à la dette, en feignant de croire que les mauvaises créances seront un jour payées.

Mais de grands économistes ayant pignon sur rue commettent des éditoriaux pour nous démontrer que les banques centrales œuvrent pour notre bien, que ce qui a été fait va dans le bon sens, que les statistiques sont "meilleures" à défaut d'être "bonnes".

Que peut faire un individu contre des chiffres qui gouvernent le monde ?

Il est très difficile de se battre contre des statistiques. Que peut faire un individu contre des chiffres qui gouvernent le monde ? La statistique ne ment

pas et si vous ne la vivez pas (comme, par exemple, celle de l'inflation), c'est vous, misérable individu, qui avez tort. Votre "inflation ressentie" ne colle pas avec les chiffres officiels ? Allons donc, vous n'avez qu'à consommer ce qu'il convient.

Cependant, la vraie vie – celle qui n'est pas forcément dans les statistiques – reprend de temps en temps le dessus. Le 6 février, le *Financial Times* publiait un article intitulé "Les détaillants ressentent la pauvreté des Américains".

47 millions d'Américains utilisent des tickets d'aide alimentaire (officiellement Supplemental Nutrition Assistance Program) pour leurs achats d'épicerie. Ces aides vont être réduites de 8,6 milliards de dollars et Walmart a déclaré qu'une coupe budgétaire déjà réalisée l'année dernière avait pesé sur ses ventes. Chez Target, 17 % des clients utilisent ces tickets alimentaires et chez Costco, c'est 13 %.

Mais le plus extraordinaire n'est même pas là. Le plus étrange est que ces mêmes chaînes de distribution emploient du personnel qui utilise ces tickets. Des travailleurs pauvres. Ainsi 300 employés d'un magasin Walmart du Wisconsin ont reçu des aides sociales (entre 3 015 \$ et 5 815 \$) y compris ces tickets alimentaires d'une contrevaletur de 29 \$ à 61 \$ par mois.

Effondrement du secteur Gazier...

Patrick Reymond 27 février 2014

Ravagé par le libéralisme économique allié au plafonnement des ressources fossiles, le secteur gazier menace d'effondrement.

GDF annonce des pertes records et "importantes surcapacités dans les centrales thermiques " et " Les surcapacités vont se maintenir", même si la "croissance effrénée" des énergies renouvelables va ralentir et que Mestrallet règle son compte à EDF : " La transition énergétique est irréversible".

Elle est surtout visible dans le centre du monde, l'Europe, et le reste se porte "bien" selon Mestrallet, c'est à dire se comporte comme avant, avec une demande croissante d'énergie classique.

"Personne, dans les milieux politiques ou à la Commission, n'avait anticipé " (Comme d'hab), et on allait "trop loin et trop vite", sur le renouvelable. Là aussi, comme le patron d'Exxon qui ne veut pas de la merde de gaz de schiste chez lui, le rentier veut conserver sa rente.

Il veut, à son tour, paralyser le mouvement irréversible de changement technique. Pourtant, en termes absolus, le renouvelable n'est guère encore important. Mais assez pour passer à la paille de fer, toutes les entreprises du CAC 40, absolument toutes assises sur l'énergie.

"En 2013, pour la première fois, un pays (l'Espagne) a vu l'énergie éolienne devenir sa première source d'électricité sur une pleine année." Ce, en production nette, car si le nucléaire produit plus, un certain nombre de tranches sont consommées... par le secteur nucléaire.

La victoire est courte, 21.1 % contre 21 %, mais elle est sans appel, pour une branche hier considérée comme folklorique.

L'enjeu est aussi politique. C'est la démocratie contre l'oligarchie éclairée qui ne veut, soi disant, que notre bien. [L'Allemagne pratique](#) la coopérative. Le producteur citoyen contre la grande firme.

Mais le problème ne se situe pas là. Le problème se situe dans le gaspillage effréné de l'énergie fossile (y compris le nucléaire) à produire de l'électricité, et le manque total d'imagination dans l'invention d'un futur.

En 1973, les dirigeants étaient des héritiers sans vision. Ils ne purent penser qu'on pourrait évoluer vers un état économique stable, si on voulait bien s'en donner la peine, et avoir simplement des idées claires.

La consommation d'énergie en tant que telle est elle un bien ? Non. Elle n'est qu'un moyen, pour l'homme, de vivre bien, et mieux.

Qu'a t'il fait de l'énergie ? Il a entassé les populations dans des mégalo-pôles intégralement dépendantes de ses flux de fluides, alors que l'avantage présenté, c'était justement de pouvoir décentraliser.

L'usage, simplement, des énergies fossiles et notamment du pétrole deviennent plus contraintes parce que l'extraire coûte de plus en plus en énergie, et donc, est de plus en plus cher. C'est l'inflation du prix de l'énergie, qui cause l'augmentation du prix de l'énergie, malgré une production, encore un peu, en hausse.

L'utilisateur final, lui, est confronté à la même équation. En conséquence, il réduit la voilure et la consommation.

Et plus le prix augmente, plus le consommateur final est enclin à baisser sa demande. En commençant à baisser, la demande, alliée à choux d'énergie renouvelable, même subventionné, même, dans les faits, minime encore,

bouscule tout.

D'ailleurs, il est facile de voir le [problème de GDF](#), sur ce graphique (page 5), comparant les différents taux de croissance, des renouvelables, du fossile et du nucléaire. Pour l'éolien et le solaire, c'est la cavalcade, pendant que le nucléaire meurt lentement, et que le fossile peine, ceci masquant un essor encore fort dans les pays émergent, et un déclin marqué dans les vieux pays industriels.

La falaise de Sénèque. En plus, les abrutis qui nous gouvernent ont dans l'idée de titiller la Russie.

Comme je l'ai dit, la Russie, c'est systématiquement, l'endroit où vont mourir les connards d'empereurs (Ou "général victorieux", comme disaient les romains)...

Rome bientôt bloquée si elle ne reçoit aucun soutien financier (816 millions d'euros pour éviter la faillite)

27 février Les Moutons enragés Posté par Benji

La ville de Rome est au plus mal, et la présence du Vatican n'aide pas pour un éventuel miracle. La grosse menace: un arrêt complet de la ville! Rome, première grande capitale d'Europe de l'ouest à faire faillite?



Le maire de Rome a menacé de bloquer les rues si le gouvernement national n'intervient pas pour sauver le budget de la ville insolvable. Dès le mois de Mars, le trésor de la ville éternelle sera à court de fonds.

Si la capitale italienne ne reçoit 816 millions d'euros, à partir de Mars, la ville n'aura plus d'argent pour payer les salaires de ses

25.000 employés, pour acheter du carburant pour les transports publics, et encore moins pour le nettoyage de la ville ou l'entretien des jardins d'enfants, suivant les propos du maire Ignazio Marino.

...

Le souci, c'est que la ville continue à faire face à des dépenses importantes engagées depuis longtemps. Par exemple, les habitants de la ville continuent de payer la location d'un terrain loué pour la construction du village olympique pour les Jeux de 1960.

Article complet sur [Russia Today](#)

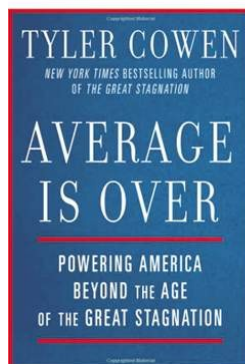
Traduction Les moutons enragés

La situation est donc gravissime, et l'info commence à circuler, difficile d'étouffer une telle bombe! Rome se rapproche donc d'une autre ville, américaine cette fois-ci: Détroit. Suivant les propos du maire de Rome rapportés dans [un article du journal Le Point](#): « avec l'argent dont nous disposons dans le budget aujourd'hui, je peux réparer une rue de Rome tous les 52 ans. Ce n'est pas exactement ce que j'appelle de l'entretien » .

[La fin programmée des classes moyennes](#)

Par [Julien Damon](#) | 28/02 | Les Echos

Deux livres anglo-saxons qui dessinent un avenir très noir à la « middle class » des pays riches. Concurrencés par des machines intelligentes, appauvris par les prix de l'immobilier, les perdants seront nombreux.



Les perspectives sont grises pour les classes moyennes des pays riches. Aux Etats-Unis, l'économiste Tyler Cowen prévoit leur extinction en raison des conséquences de la révolution numérique. Au Royaume-Uni, le journaliste

David Boyle annonce, mais de façon peut-être un rien prématurée, leur décès.

Extinction américaine

La situation des classes moyennes américaines, comprimées entre des riches plus riches et plus nombreux et des pauvres un peu moins pauvres mais eux aussi plus nombreux, n'est pas bonne. Et elle va, selon Tyler Cowen, empirer. Sa thèse centrale porte sur la polarisation. Des gagnants (entre 10 et 15 % de la population), qui savent faire fructifier le numérique, vont prospérer et vivre de façon captivante. Les perdants, remplaçables par les machines intelligentes, devenus inutiles et-ou dépossédés de toute initiative, vont voir leurs revenus stagner ou baisser. En état de subordination intégrale, ils passeront une partie de leur temps sous contrôle total (des machines comme des consommateurs), et l'autre en abrutissements vidéo. Pour Cowen, effritement des classes moyennes et croissance des inégalités, dans un pays vieillissant, ne conduiront pas à l'émeute, mais à l'abêtissement. Au fond, la perspective n'est pas neuve. Il s'agit de l'annonce récurrente des catastrophes sociales à attendre du progrès technique, ici automatisation et robotisation poussées à leurs plus hauts niveaux. Selon Cowen, la fracture numérique va dégénérer en fracturation sociale, avec une intelligence artificielle excluant les plus faibles intellectuellement. Il va au moins autant s'agir de marketing et de design que d'algorithmes. Confrontés à une diminution des revenus moyens, les Américains vont demander des produits et services de plus faible qualité, tout en réclamant des programmes sociaux plus réduits. La population, plus âgée et moins aisée, va aller vivre, télétravailler et être téléformée dans des territoires périurbains moins équipés, mais moins coûteux. La classe moyenne typiquement américaine sera conduite à une frugalité forcée. Le lecteur appréciera, ou non, ces pages sur l'université comme bureaucratie, qui risque d'être balayée par l'enseignement à distance, ou encore ces développements sur la science (naturelle ou économique) qui fera du chercheur un expert d'analyse de données plutôt qu'un théoricien perdu dans ses idées. Il n'en reste pas moins, pour tous, un livre captivant, nourri de chiffres solides comme de références de science-fiction (« Minority Report », « Gattaca », « Star Trek »). L'ensemble fait un peu penser à Hanna Arendt (que Cowen ne cite pas) quand elle s'interrogeait sur l'avenir de sociétés de travailleurs sans travail. Avec une perspective, ici, qui n'est pas la révolte ni l'apathie, mais la défection et l'hébétude.

Disparition britannique

David Boyle, moins convainquant, est un tout petit peu moins pessimiste. S'il signe l'acte de décès des classes moyennes britanniques, il estime que galvanisées (sans que l'on sache trop par quoi), elles pourraient se relever. L'essayiste ne s'engage pas dans de longues considérations méthodologiques sur les caractéristiques de cette catégorie sociale. La plupart des gens, entre les très riches et les pauvres, estimant faire partie des classes moyennes, il s'agit par construction d'un sujet absolument central. La description de leur décrépitude et de leurs inquiétudes a des accents presque français : difficultés objectives à devenir propriétaire en raison de l'inflation de l'immobilier, craintes pour l'avenir des enfants, limitation des salaires moyens, angoisses quant aux retraites et plus généralement quant à l'avenir. David Boyle décrit la « scène du crime ». Il relève, comme un détective (qui se dit, naturellement, issu de la classe moyenne) des indices : la désadaptation du système éducatif, la polarisation du marché du travail (même si à un point plus faible qu'aux Etats-Unis), l'escalade des prix immobiliers. Sans désigner un coupable unique, il accuse vivement les politiciens (Margaret Thatcher, Tony Blair) et les banquiers. De cette vision, qui peut être critiquée, entre autres, comme trop londonienne (comme on critique des visions trop parisiennes), on doit retenir que le lamento sur les classes moyennes n'a rien d'uniquement hexagonal.

[Prouvez-moi que j'ai tort et empochez le million !](#)

Par Marc Mayor 28 février 2014 | [La Rédaction de la Quotidienne d'Agora](#)

Je vous propose un pari : si vous parvenez à prouver que j'ai tort, je vous paie un million d'euros. Voici le fait à réfuter : le plafond à l'endettement de l'Etat fédéral américain s'élève, à la rédaction du présent texte, à plus d'un milliard de dollars par contribuable US. Alors, vous pariez avec moi ? Si vous prouvez que j'ai tort, ça peut vous rapporter gros...

Quelle sera la réaction de l'investisseur *lambda* ? Il ira sur Internet pour voir ce que disent les "médiats de référence". Je cite *LesEchos.fr* : "Etats unis : la Chambre approuve le relèvement du plafond de la dette" ; *L'Express* : "Etats-Unis : crise évitée sur le plafond de la dette jusqu'à 2015" ; *Le Temps* (je suis citoyen helvétique, après tout) : "Trêve sur le plafond de la dette aux Etats-Unis".

Donc tout le monde est d'accord : tout problème lié au plafond de la dette américaine ne concernera pas l'année 2014, pour l'instant il s'agit d'un non-événement. Dormez, braves investisseurs, les "médias de référence", qui ne vous veulent évidemment que du bien, vous le disent de la manière la plus limpide possible.

D'accord, me direz-vous, mais alors à combien s'élève maintenant ce plafond, puisque voilà désormais l'enjeu de notre pari ? Je vous répondrais bien, mais vous n'allez pas me croire...

Pourquoi ? Parce que ma version diffère légèrement des titres lénifiants de ces médias "de référence" — dont un nouveau titre fait faillite périodiquement, on se demande pourquoi.

Mais d'abord, en quoi est-ce important ?

En 2011, l'ancien secrétaire du Trésor des Etats-Unis (donc l'ex-ministre des Finances, si vous préférez) Larry Summers, pressenti comme successeur de Ben Bernanke à la tête de la Fed, avait expliqué que les conséquences d'une absence de relèvement du plafond de la dette pourraient provoquer une panique au moins aussi sévère que celle de 2008.

Nous voilà donc avertis : tout problème lié à cet endettement maximum de l'Oncle Sam met en péril le système bancaire et financier mondial, rien que ça. D'ailleurs Tim Geithner, également ex-ministre des Finances US, avait parlé de "*conséquences économiques catastrophiques qui dureraient plusieurs dizaines d'années*". Mazette, heureusement que le problème est écarté...

Bon, maintenant que nous voilà avertis, quelle est la vraie réponse à ce problème épineux ? Citons Wikipédia : "*après avoir trouvé un soutien insuffisant pour le relèvement du plafond de la dette, la Chambre a adopté un projet de loi **suspendant** le plafond de la dette **sans condition** jusqu'au 15 mars 2015. Le Sénat a adopté le projet de loi **sans amendement** le 12 février 2014 et il a été signé par le président le 15 février*".

Par conséquent, il n'y a plus, pour l'instant, de plafond ; le gouvernement fédéral américain peut s'endetter à l'infini. Il peut imprimer suffisamment de billets de 100 dollars pour faire mille fois le tour de la galaxie si ça lui chante ; par conséquent vous n'arriverez pas à prouver que le plafond n'est pas supérieur à un milliard de dollars par contribuable yankee, et ne gagnerez

pas le million ; désolé pour vous...

Même si cela n'a d'importance que pour ceux qui aiment rigoler, ayez maintenant l'amabilité de répondre à la question suivante : avez-vous l'impression que les "médiats de référence" vous ont bien expliqué la situation, avec leurs gros titres rassurants ? Je crois qu'on se comprend, vous et moi.

Pour ceux qui piquaient un roupillon en classe de mathématiques, au cours de leurs jeunes années, je rappelle le principe suivant : infini divisé par 300 millions de personnes (le nombre d'habitants aux Etats-Unis), cela donne infini. Infini divisé par 7 milliards d'individus donne aussi le même résultat : infini.

Il n'y a pas de plafond, donc la dette potentielle est infinie ; divisé par le nombre de contribuables, cela donne un endettement infini de chacun de ces pigeons de contribuables dirigés par des ânes de politicards, eux-mêmes contrôlés par des chacals de l'hyperclasse...

Le GAO américain, c'est l'équivalent de la Cour des comptes en France ; son ancien patron, David Walker, estime la dette réelle totale des Etats-Unis à 70 000 milliards de dollars à fin 2012. Or l'intérêt moyen officiel est à l'heure actuelle de 2,5%, ce qui nous donne 1 750 milliards de dollars par an, aussi longtemps que les taux demeurent bas.

Maintenant une projection : puisqu'entre 2008 et 2012 la dette a progressé de plus de 13% par an, on atteindra à ce rythme les 745 836 milliards en 2031, ce qui fera une charge d'intérêts de 18 646 milliards d'intérêts, pour autant que les taux demeurent bas ; et 18 646 milliards, c'est davantage que le PIB actuel du pays, qui peine à progresser.

Vous imaginez : votre salaire est de 100 000 euros par an et les intérêts à payer sur votre dette représentent 111 492 euros par année... Vous faites comment ? Vous empruntez davantage, bien sûr ! Mais n'ayez pas peur : *l'Express* l'a bien dit (et les autres aussi) : la crise a été évitée, donc tout va très bien, Madame la Marquise.

Si vous choisissez de ne pas croire à la version lénifiante, dont le seul défaut est d'être sans lien avec les faits, il est possible que vous preniez peur ; or la peur, c'est une partie de votre cerveau qui vous dit qu'il faudrait peut-être faire attention... Et si vous faites partie de ceux qui ont compris la situation,

réjouissez-vous : c'est un peu comme si vous étiez à la place de Noé, seul sur terre à savoir la date et l'heure précise du prochain déluge.

Certes, vous auriez préféré le beau temps ; néanmoins tout déluge, en finance, permet aux gens bien informés de passer l'épaule. L'importance des gains dépend d'une seule chose : combien de pigeons y a-t-il pour avaler la thèse officielle, et combien de personnes rationnelles connaissent-elles au contraire la vérité ? S'il y a un pigeon pour 10 personnes sérieuses, les gains sont proches de zéro ; s'il y a des centaines de millions de pigeons pour une poignée de gens qui ont les pieds sur terre, les profits sont fabuleux et les risques relativement faibles.

C'est ce genre de choses, ainsi que les solutions pratiques et relatives, que nous aborderons au cours du [Sommet 2014](#), qui réunira les investisseurs décidés de se mettre à l'abri une fois pour toutes, avec garantie de performance à la clé ; en d'autres termes, le premier événement lié à l'investissement dont les participants ne peuvent pas ressortir perdants. Avec comme corollaire que vous n'en entendrez pas parler dans les "médias de référence"... [Si vous voulez nous rejoindre...](#)

[L'Autriche minée par ses banques](#)

Par [News360x](#) | on 28/02/2014 | Source : [La Tribune](#)

La crise non réglée de la banque en faillite Hypo Alpe Adria et les événements ukrainiens pèsent sur le secteur bancaire autrichien qui représente près de trois fois le PIB du pays.

L'Autriche tremble. Le secteur bancaire de la république alpine, qui pèse près de 3 fois son PIB, semble en effet vaciller. Le premier domino du château de cartes viennois, c'est la banque Hypo Alpe Adria (HAA) qui occupe ces derniers jours la une des médias autrichiens et l'emploi du temps des politiques locaux.

La crise de Hypo Alpe Adria

Au début des années 2000, HAA, détenue par la banque publique bavaroise BayernLB, s'est lancée dans une vaste expansion dans les Balkans. Son bilan

a alors été multiplié par huit en moins d'une décennie, pour atteindre, en 2009, 40 milliards d'euros. Cette croissance avait été facilitée par les garanties données par le gouvernement régional de Carinthie, où est basée HAA et alors dominé par le politicien populiste de droite Jörg Haider.

Ces garanties et la présence au capital de BayernLB, qui bénéficiait d'une garantie implicite de l'Etat bavarois, ont offert à HAA des fonds bon marché qui ont permis de financer la croissance dans les Balkans.

Puis est arrivé la faillite de Lehman Brothers. Les fonds se sont taris, tandis que les défauts dans les Balkans ont commencé se multiplier. En 2009, HAA est au bord de la banqueroute. BayernLB, qui vient d'être renflouée à hauteur de 10 milliards d'euros par Munich et qui a déjà perdu pas loin de 4 milliards d'euros dans cette affaire, refuse d'aller plus loin. Vienne doit intervenir et nationalise la banque.

La facture s'alourdit

Mais, à la différence de l'Allemagne qui, dans le cas de la banque Hypo Real Estate (HRE), a accompagné la nationalisation de la constitution d'une « *bad bank* » regroupant les « actifs toxiques » de la banque, l'Autriche s'est juste contenté de nationaliser et de renflouer la banque au fil de l'eau.

Sauf que, logiquement, la facture a continué à grossir. La croissance dans l'Europe du sud-est n'est jamais vraiment repartie, et les créances douteuses ont continué à s'accumuler dans le bilan de HAA. Résultat : la banque a déjà englouti 4,8 milliards d'euros d'argent public. La limite fixée par le parlement de Vienne est de 5,4 milliards d'euros. D'où l'urgence d'une autre solution.

Première solution : la faillite

Laquelle ? Selon un sondage publié ce week-end, la majorité des Autrichiens réclament que l'on laisse HAA faire faillite.

Le problème, c'est que la Carinthie est encore exposée à hauteur de 12,5 milliards d'euros sur cette banque. Or, le PIB de la Carinthie, c'est 17 milliards d'euros et son budget annuel est d'un peu plus de 2 milliards d'euros. Une faillite de HAA conduirait donc à une faillite de la Carinthie, ce qui serait une première en Autriche et ce qui laisse perplexe plus d'un expert.

Vienne pourrait alors reprendre les garanties de Klagenfurt (la capitale de la

Carinthie), ce qui ferait grimper son ratio dettes sur PIB de 77 % à 83 %, selon la banque britannique RBS. Quoi qu'il arrive, la crédibilité de l'Autriche dans son ensemble sur les marchés serait sérieusement entamée par cette option.

Deuxième solution : faire payer les créanciers

Le gouvernement pourrait également recourir à la participation des créanciers par une restructuration des dettes de HAA. [Ce serait s'inspirer du futur mécanisme de résolution bancaire européen](#) (la participation des déposants en moins) ou du sauvetage par la Haye de [la banque SNS Reaal voici un an](#).

Comme il y aurait un renoncement « volontaire » des créanciers, la garantie carinthienne ne s'appliquerait pas. Mais la question de la confiance resterait posée. [Une étude de Bank of America](#) citée par le quotidien viennois Der Standard prévient que cette solution aurait « *des implications négatives non seulement sur l'Autriche, mais sur toute l'Europe.* » La banque américaine prévient que ce serait en effet la première fois qu'une banque nationalisée pratiquerait ce type de restructuration.

Sans compter que BayernLB, qui a prêté 2,3 milliards d'euros à son ancienne filiale, devra sans doute à nouveau réclamer une aide publique. Bref, la solution semble risquée.

Troisième solution : la « bad bank »

Reste donc le cas de la « bad bank », le plus souvent cité à Vienne comme une possible solution. HAA serait alors coupée en deux. Une banque « saine » se séparerait d'une banque « toxique » regroupant l'essentiel des créances douteuses qui seraient progressivement éliminées.

Cette solution est cependant coûteuse, car il faut des fonds pour absorber les pertes. Selon le patron de HAA, Alexander Picker, 4 milliards d'euros au moins devraient être nécessaires. Le gouvernement fédéral n'est pas certain de disposer de l'appui parlementaire pour assurer cette somme qui viendra s'ajouter aux près de 5 milliards d'euros déjà versés.

Alors, Vienne tente de réduire la facture en faisant participer – volontairement ou non – les autres banques autrichiennes à cette bad bank. Mais ces dernières refusent net – ou alors réclament des réductions d'impôts (ce qui pour le budget fédéral reviendrait au même) -, estimant qu'elles n'ont pas participé aux erreurs de HAA. Surtout, elles aussi commencent à

trembler.

L'Ukraine pèse sur le secteur bancaire

Le secteur bancaire autrichien est dominé par trois grands acteurs : Bank Austria, filiale de l'Italien Unicredit, RBI (connue sous le nom de « Raiffeisen ») et Erste Bank. Or, ces trois grandes banques ont beaucoup investi en Europe centrale et orientale. Les turbulences sur les marchés émergents, la crise en Bosnie et surtout celle en Ukraine les frappent donc de plein fouet. RBI et Bank Austria sont notamment présents en Ukraine.

Si, selon les analystes de RBS, Unicredit peut absorber le choc sur Bank Austria, ce n'est pas le cas de RBI qui apparaît comme le « maillon faible » du système bancaire autrichien. RBI a ainsi 4,4 % de son bilan engagé en Ukraine où, avant la crise, les créances douteuses atteignaient déjà 33 % du total !

RBI, qui est également exposé à hauteur de 12 % en Russie, pourrait donc se retrouver avec des besoins de financement plus élevés. On ignore même si la banque pourra passer les « *stress tests* » de la BCE. On comprend que RBI n'ait pas envie de venir au secours de HAA.

Situation difficile pour le gouvernement autrichien

Le gouvernement viennois est donc dans une situation délicate. D'un côté, les élus semblent rechigner à faire payer les contribuables pour HAA. Mais mettre à contribution les autres banques, ce pourrait être les fragiliser alors même qu'elles sont en difficulté. Car si RBI ne peut plus se refinancer sur les marchés, elle viendra réclamer l'aide de l'Etat fédéral. Une aide que, là encore, les parlementaires pourraient ne pas accorder.

Risque pour toute la zone euro

L'ennui, c'est que si le domino HAA reste bancal et que le domino RBI tombe, l'Autriche pourrait se retrouver dans une situation délicate. La perte de confiance dans le système bancaire autrichien qui est démesurée serait très dangereuse pour l'Etat fédéral lui-même. Et comme, par la volonté allemande, le mécanisme de résolution de l'union bancaire n'est encore qu'un rêve lointain, Vienne pourrait trembler sur ses bases.

Or, si un pays « sérieux » et germanophone est mis en danger, c'est bien l'ensemble de la zone euro qui risque de se retrouver

face à un nouveau défi.

On n'en est certes pas là : le taux à 10 ans autrichien reste actuellement sous les 2 %.

L'état de crise permanent. Explication à travers le monde du vivant

par alain-desert vendredi 28 février 2014, Agoravox



Pourquoi les crises économiques risquent-elles de devenir permanentes ? Pour essayer d'y voir clair, il faut imaginer et bien comprendre ce qu'est devenu le monde économique dans sa globalité. Depuis quelques décennies, **le monde s'est complexifié à une allure très rapide**, avec par exemple **l'apparition des pays émergents qui jouent à présent un rôle clé dans un processus continu de mondialisation ainsi que dans le maintien des grands équilibres macroéconomiques à échelle planétaire** (*échanges des biens et services, circulation des capitaux, cours des monnaies, réserves de change, politiques monétaires, géopolitique*) ; les sociétés sont donc devenues de plus en plus structurées, imbriquées, interdépendantes, multipliant les relations entre leurs diverses composantes.

La complexité ne peut se comprendre sans faire appel à la notion de niveau d'organisation, et c'est cette notion que je vais mettre en évidence dans cet article, associée aux problématiques de régulation, et à travers elles avec l'appui de l'exemplarité du monde vivant (*au sens des équilibres biologiques*), expliquer pourquoi les instabilités économiques au niveau mondial risquent de perdurer.

Il n'est donc plus à démontrer que le monde est devenu complexe, justement parce que la complexité se définit (entre autres) par le nombre **d'éléments** qui composent un système, le nombre de **relations** qui les relient, le nombre de **niveaux d'organisation**, le nombre **d'interactions** et de **boucles de rétroaction** qui opèrent. La structure du système économique planétaire (*avec ses frontières, pays, régions, zones monétaires, réseaux de communications, flux, ressources, niveaux d'organisation, organes de contrôle et de régulation, etc.*) et ses dynamiques sont des points clés dans l'appréhension et la compréhension de cette complexité.

En préalable à cette réflexion, **il est nécessaire d'aborder succinctement ce qu'est un système de régulation, à travers deux chainons essentiels** que sont les **effecteurs** et les **servomécanismes**, des appareils ou des systèmes que l'on rencontre partout dans le monde du vivant, le monde sociétal ou économique qui nous environnent. **Ils sont en nous, tout autour de nous** et pourtant jamais les analystes économiques, les politiciens, évoquent ces notions pourtant essentielles pour **comprendre les phénomènes d'équilibre ou de déséquilibre, d'ordre ou de désordre, de croissance, de récession, de flux de capitaux, de krach boursier, de dérive, d'explosion, d'implosion, de point de rupture, de point de bifurcation, etc.**

Mais j'imagine bien que si demain vous entendez un politicien prononcer dans un discours les mots 'effecteur' ou 'servomécanisme', vous sursauterez de consternation, et vous vous demanderez s'il n'est pas un peu devenu fou !

Qu'est-ce qu'un effecteur ?

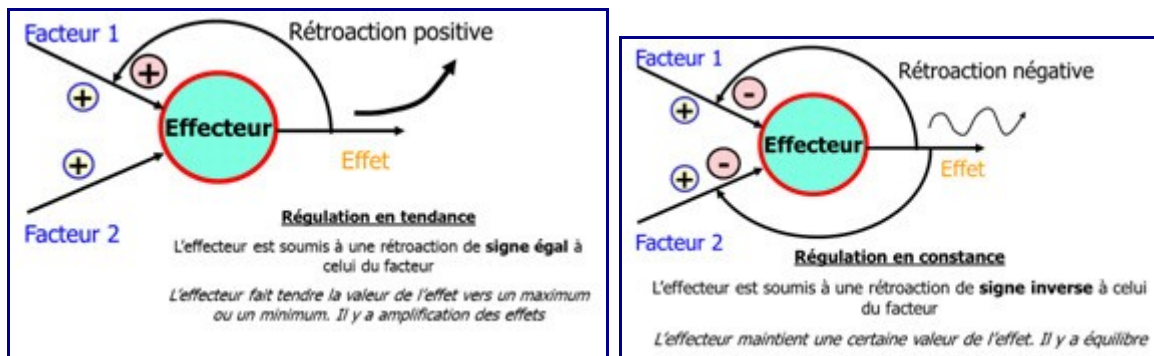
Prenons l'exemple d'un appareil dont la fonction est **de réguler la température de l'eau** d'un récipient chauffé par une résistance électrique. Lorsque la température de l'eau atteint une certaine valeur, le courant s'arrête, et l'eau se refroidit lentement ; dès qu'elle atteint une autre valeur inférieure à celle pour laquelle l'appareil est réglé, le courant passe à nouveau pour réchauffer l'eau. **L'appareil étant réglé pour maintenir une certaine température, celle-ci ne fera qu'osciller autour d'une moyenne avec plus ou moins d'amplitude selon la sensibilité.** On a dans ce cas affaire à un **effecteur**, c'est-à-dire un **appareil qui produit un effet, grâce à un facteur** (une entrée) qui est l'apport énergétique, et **doté d'une fonction de régulation en constance** qui ouvre ou ferme le circuit électrique.

Qu'est-ce qu'un servomécanisme ?

L'effecteur est réglé pour produire un effet à une valeur donnée (non réglable). Pour reprendre l'exemple précédent, si on a besoin d'un réglage permettant d'obtenir d'autres niveaux de température de l'eau, **il faudra que de l'extérieur du système, il y ait un mécanisme qui influe sur le réglage, pour obtenir d'autres niveaux de contrôle** ; on a alors transformé l'effecteur en **servomécanisme** (*exemples : chauffage avec un thermostat, régulation de la température corporelle, régulateur de vitesse*).

Il faut donc bien faire la distinction entre « *effecteur* » et « *servomécanisme* ». L'effecteur produit un effet réglé par un système de boucle de rétroaction en constance (feedback), alors que le servomécanisme est capable de faire varier le niveau de l'effet, grâce à des informations (consignes ou commandes) venant d'un niveau supérieur.

Schéma d'un effecteur (avec boucle de rétroaction positive et négative)



Exemple de régulation chez l'être humain

Prenons un autre exemple très simple venant du corps humain. **Le cœur retiré de l'organisme** devient un système autonome, et continue à battre à sa fréquence propre. Il est transformé en un simple effecteur dont l'effet est l'éjection d'une certaine quantité de sang (*à l'extérieur de l'organisme il est une simple pompe à débit constant*). **Placé dans le corps humain, il se comporte différemment du fait qu'il est englobé dans un niveau d'organisation supérieur** qui lui donne des consignes en relation avec les besoins de l'organisme (*grâce entre autres au système sympathique et parasympathique*). L'effecteur est donc transformé en servomécanisme, dépendant complètement du niveau d'organisation supérieur. **Il a perdu une partie de son autonomie et 'se plie' à une exigence d'ordre supérieur** venant de l'organisme tout entier pour satisfaire au plus juste ses besoins (ni

plus ni moins). Le cœur n'est pas en mesure de 'décider' de lui-même de la fréquence qu'il doit adopter.

Après cette longue introduction expliquant les mécanismes impliqués dans un système de régulation, je vais à présent, comme je l'ai dit au début de l'article, aborder les **aspects de 'niveaux d'organisation' qui permettront de mieux comprendre pourquoi les phénomènes d'instabilités économiques à travers le monde ont tendance à perdurer et pourraient encore s'amplifier**. Le monde du vivant offrant un modèle du genre, avec en plus une quasi-perfection dans tout ce qui a trait à la régulation en constance, il me paraît intéressant de pouvoir procéder à quelques analogies avec l'économie.

Niveaux d'organisation dans le monde du vivant

Les organismes vivants sont, de la cellule au corps tout entier, **structurés en niveaux d'organisation qui s'emboîtent les uns dans les autres : molécules, organites, cellules, tissus, organes, systèmes fonctionnels, organisme tout entier**. Chaque niveau d'organisation est muni de systèmes de régulation et se trouve englobé par un niveau d'organisation supérieur qui agit sur lui grâce à des commandes transmises par de l'information circulante (informations nerveuses ou hormonales).

Niveaux d'organisation du monde productif

Ces notions de niveaux sont essentielles pour comprendre le fonctionnement de l'économie à quelque échelon que ce soit, car un système économique est composé de nombreux systèmes imbriqués à l'image du corps humain, fonctionnant à la fois d'une manière quasi-autonome mais également sous l'influence ou sous la direction de commandes ou consignes extérieures provenant d'un niveau d'organisation englobant. **En économie, tous les composants sous ouverts au sens thermodynamique** (échanges de matière et énergie) **et sur le plan informationnel** (échange d'informations). Et c'est cette ouverture, **ces relations nombreuses avec l'environnement, ces échanges, qui permettent par exemple à une entreprise de fonctionner, de conserver ou faire évoluer ses structures**. On retrouve encore les mêmes notions que pour un organisme vivant (*flux de matières, énergie, informations, contribuant à l'équilibre et à l'évolution de l'individu d'une*

espèce).

Pour décrire la structure du monde productif à l'échelle mondiale, de la même façon que je suis parti de la molécule pour arriver à l'organisme tout entier, **je partirai de l'individu pour arriver au monde dans sa globalité**. Nous avons alors pour l'entreprise et son contexte, une structure de type : individu, entités intra-entreprises (groupes, départements, services, ...), sites, entreprises ou organismes, filiales, sociétés mères. Mais le système ne s'arrête pas là, car l'ensemble du monde productif est englobé dans des structures d'une autre nature, que l'on qualifiera d'étatiques. Alors continuons ; nous avons désormais les niveaux suivants : **état, groupe d'états, zone monétaire, zone économique, zone géographique, et enfin le monde entier**. On voit bien **qu'il s'agit d'une continuité par rapport à la structure du vivant**, avec toutefois une rupture non négligeable puisque **qu'on est passé du biologique au sociologique**.

Chaque niveau d'organisation dans le monde productif, à l'image de l'être vivant, est capable de se réguler, mais reçoit aussi des consignes du niveau supérieur qui l'englobe en vue de changer ses états, ses niveaux d'équilibre, ses tendances, ses paramètres de fonctionnement (équivalent des paramètres physiologiques de l'organisme). **En fait, ce que je viens d'affirmer n'est pas tout à fait exact dès qu'on dépasse le niveau 'pays ou nation', et c'est là que vont commencer les problèmes.**

Quand on observe l'organisation du monde à l'échelle des états, on remarque qu'il s'est organisé par zones. La France est un élément de la zone euro et de l'ensemble européen. Chaque pays de ces zones (composants d'un système) est en relation avec tous les autres et participe à une dynamique d'ensemble. La zone euro est elle-même un sous-ensemble de l'union européenne, qui elle-même est un sous-ensemble de la zone géographique Europe, et qui elle-même est un sous-ensemble d'un monde encore plus vaste, la planète entière. **La zone Europe est déjà un niveau supérieur d'organisation englobant des états, mais elle est devenue avec la mondialisation, un niveau englobé par un niveau supérieur ultime, le niveau mondial.** Et pour le moment on s'arrête là, tant que nous n'aurons pas colonisé la Lune ou la planète Mars.

On retrouve donc des similitudes avec la structure en niveaux d'organisation que l'on observe dans le monde vivant.

Comparaisons entre l'économie et le vivant

De là, est-il possible de procéder à des analogies, entre le fonctionnement d'un organisme vivant et la société (productive ou non) dans son ensemble. Evidemment, ne nous égarons pas trop vite, il n'y a pas de comparaison possible sur le plan de la complexité, ni sur le plan de la finalité, mais on peut trouver facilement des analogies si on prend comme angle d'observation les phénomènes de régulation et de crises (apparition de maladies !). Sur le plan de la régulation, il y a déjà une différence essentielle : **les systèmes de régulation de l'organisme sont basés sur des boucles de rétroaction en constance** (rétroaction négative), c'est-à-dire visant le maintien d'un paramètre à une valeur donnée (cholestérol, glycémie, taux de calcium, nombre de globules rouges, etc..) ; **quand aux systèmes économiques, les régulations se font souvent en tendance (croissance oblige !) avec parfois la mise en place ou le déclenchement (involontairement bien souvent) de boucles de rétroaction positive** (effets d'emballement) qui conduisent à des instabilités grandissantes, voire des phénomènes de rupture.

Cette particularité de nos sociétés à vouloir toujours croître et cela dans de nombreux domaines, ne nous familiarise pas avec les notions d'équilibre. Mais comment peut-il y avoir équilibre tant que la population mondiale augmentera ? (mais là, c'est un autre problème). **Nous l'avons vu, les systèmes de régulation sont bien présents au niveau des états,** avec plus ou moins d'efficacité, celle-ci dépendant de la capacité de nos gouvernants et de nos institutions à prendre les décisions appropriées visant à stabiliser les systèmes, ou bien à gérer une tendance sans qu'elle se transforme en une dérive incontrôlable (cas des dettes souveraines).

Mais au-delà des états ...

Au-delà des états, les systèmes de régulation commencent à faire défaut. Au niveau européen, nous avons la banque centrale (BCE), avec un mandat assez limité, mais qui a su **élargir ces dernières années ses prérogatives, des centres de décisions (commission, parlement),** également limités dans leur capacité et leur pouvoir à réguler, plus enclins à régler, et la différence est de taille. On a vu que **l'euro était fragile à cause justement de l'absence d'un niveau englobant jouant le régulateur vis-à-vis des niveaux inférieurs,** et d'un manque de ressources communes (*comme un être vivant partage des réserves pour tous les organes lorsqu'il est soumis à*

une période de jeûne). **L'Europe a réagi en mettant en place certaines structures manquantes** (MES, union bancaire, rôle renforcé de la BCE, etc.), **ayant pris conscience que le système européen tel qu'il fonctionnait avant la crise, privé de ces structures, était défaillant, et que par nécessité il n'avait pas d'autres choix que de s'adapter.**

Si on monte encore d'un cran, nous arrivons au niveau ultime, le monde, sommet de cette pyramide hiérarchique. **La mondialisation s'est construite sur un déséquilibre entre pays riches et pays pauvres**, offrant des opportunités aux deux parties. **Le problème est qu'elle s'est réalisée sur la base des intérêts particuliers**, en oubliant les fondamentaux qui concourent à l'équilibre de l'ensemble. **Toujours dans cette comparaison avec le monde vivant, la machinerie cellulaire concourt au maintien de la structure de l'individu tout entier, et le maintien en vie de cet individu contribue au maintien de la structure de la cellule. La finalité d'un être vivant est bien le maintien de sa structure, basée sur une coopération à égal niveau de l'ensemble des composants de l'organisme.** Il faudra très certainement que la société toute entière **définisse une forme de finalité** pour ce monde économique à dimension planétaire, **autre qu'à travers une architecture purement marchande orientée vers le 'toujours plus' ... plus de production, plus de productivité, plus de rentabilité, plus de compétitivité, plus de croissance, plus d'échanges, plus de tout, plus encore, ... si on veut parvenir à des équilibres pérennes qui dépassent largement les aspects purement économiques, en se recentrant sur la nature et l'humain.**

Conclusion

Je précise que cette analyse fait abstraction des jugements de valeur que je peux avoir vis-à-vis de la mondialisation (c'est un autre sujet). Je prends le monde tel qu'il est, comme un état de fait, et m'interroge tout simplement sur les manquements qui conduisent aux instabilités observées. **J'ai fait un parallèle entre l'organisation du monde vivant**, qui présente des modèles intéressants et quasi-parfaits en ce qui concerne les processus de régulation biologiques, **et le monde économique qui se construit au fil du temps, modifiant sans cesse ses structures et ses fonctions.**

La crise actuelle qui a débuté en 2007 aux Etats-Unis paraît interminable, et quand bien même une légère reprise semble s'amorcer en Europe et aux Etats-Unis, on a l'impression que tout reste fragile, et que tout peut à tout

instant s'écrouler. Les politiques monétaires ultra-accommodantes participent certainement à cette reprise, **mais les effets restent assez insignifiants, dérisoires au regard des moyens financiers mis en œuvre. Ces moyens se chiffrant en milliers de milliards d'euros, risquent de créer de nouvelles instabilités**, et on en a vu quelques signes récemment quand la FED a décidé de ralentir ses opérations de Quantitative Easing.

Le manque de régulation (et d'entente) ou niveau européen et mondial, dans un monde devenu complexe, crée les instabilités, tout simplement parce qu'un système complexe, comme l'est le monde économique actuel, dans le cadre du maintien des grands équilibres ne peut s'affranchir de mécanismes efficaces de régulation. La complexité est antinomique avec la causalité linéaire et le déterminisme ; elle est le siège de phénomènes souvent imprévisibles, non-linéaires, chaotiques, et c'est bien par rapport à ces caractéristiques, **aux propriétés émergentes qui en découlent, qu'une intelligence régulatrice, une nouvelle forme de gouvernance, à des niveaux d'organisation extra-étatiques (européen et mondial), devra voir le jour.**

Alors, impossible cette régulation mondiale ? Si la réponse est oui, alors préparons-nous à vivre en état de crise permanente, comme une maladie devenue chronique.

[Les écologistes ne servent à rien](#)

Par [Eric Le Boucher](#) | 28/02 |

La cause écologiste est la seule innovation politique véritable de ce siècle. Ceux qui la servent sont-ils à la hauteur ? On peut en douter lorsque l'on constate qu'aucun des objectifs environnementaux n'a été atteint.



D'aucuns s'interrogent sur la place des représentants écologistes au gouvernement. Leurs critiques de certaines directions prises, leurs déclarations intempestives et, dernièrement, le soutien de Cécile Duflot aux manifestants contre l'aéroport de Nantes ont lancé le débat : pourquoi François Hollande les garde-t-il ? Leur « apport » politique à la majorité est-il si indispensable, si irremplaçable, qu'il faille passer sur leur énervante et permanente indiscipline ?

Il est une autre façon que politique de poser la question de l'utilité des écologistes : l'examen de leurs résultats. La cause écologiste a-t-elle progressé ? Les militants écologistes et leurs si nombreux et si querelleurs partis ont-ils su faire avancer leurs thèses ? Leur interventionnisme, pour agaçant soit-il, est-il efficace ? Si la réponse est négative, si l'environnement n'est pas mieux protégé, il est légitime de se demander à quoi servent ces partis et, conséquemment, à quoi sert d'avoir des ministres Verts dans un gouvernement ?

Entendons-nous : la cause écologiste est probablement la seule innovation véritable d'idéologie politique de ce dernier demi-siècle. Non pas vouloir « défendre la planète », résumé réducteur et mauvais guide, mais vouloir une société respectueuse des équilibres au sens large, qui vise la qualité de vie plutôt que la quantité consommée, qui apprenne à voir loin pour durer. La crise financière avec ses excès en tout genre aurait dû être un moment de conversion à un capitalisme frugal. Tandis que la social-démocratie à laquelle se convertissent si tard les socialistes français est mise à mal par les dettes et que le système social est plombé par son coût, les écologistes auraient dû avoir le vent en poupe pour promouvoir auprès de l'opinion une évolution progressive mais radicale des modes de vie.

Le moins qu'on puisse dire est que c'est manqué. Les élus écologistes français se sont éloignés de la défense de leurs thèses pour envahir le champ social occupé par la gauche ou, pis, pour ne plus vouloir que des postes. Mais, s'ils ont ainsi mobilisé leurs esprits dans la politicaillerie, c'est parce que leurs méthodes sont, sur le fond et partout, en échec. Les Français ne sont pas isolés, le recul des Verts est mondial.

Le bilan tracé par l'ONU est sans appel (1). C'est le paradoxe qui devrait faire réfléchir les Verts : les objectifs économiques dits du Millénaire ont été grosso modo atteints mais aucun des objectifs environnementaux. Depuis

1990, la pauvreté a été réduite de moitié, le nombre de personnes souffrant de la faim a diminué de 40 %, 2 milliards de personnes ont obtenu un accès à l'eau.

Mais, déplore l'ONU, « *la croissance mondiale des émissions de dioxyde de carbone [CO²] s'accélère, elles sont aujourd'hui 46 % plus élevées qu'en 1990. [...] Les forêts continuent de subir des pertes à un rythme alarmant [...]. La surexploitation des stocks de poissons a entamé les stocks mondiaux, [qui] sont actuellement en dessous du niveau auquel ils peuvent produire des rendements durables [...]. De plus grandes zones terrestres et marines sont protégées, mais des oiseaux, des mammifères et d'autres espèces animales sont en voie d'extinction plus rapidement encore, avec des déclins des populations et des répartitions* ». La lutte contre le réchauffement climatique en est l'exemple le plus visible et le plus important, mais l'échec écologique est global.

La France le reflète. Les émissions de CO² sont sous la moyenne européenne, mais elles n'ont pas été réduites depuis 1990 (la production nette, compte tenu des exportations et importations, a crû de 33 %). Les ménages ont allongé leurs parcours en voiture, les logements se sont agrandis, les efforts réels de l'industrie ont été annihilés par le commerce et les services. Le Grenelle de l'environnement, grand-messe de célébration d'une France convertie, a tourné à la bureaucratie. Deux lois, 268 engagements, qui se sont traduits par des piles de règlements et de normes supplémentaires, qui, dit le Conseil économique, social et environnemental, « *n'ont pas conduit à une meilleure visibilité et accessibilité des droits à l'environnement* » (1).

Concrètement, on ne voit pratiquement que des déceptions, des reculs, des renvois : 6 % des surfaces agricoles devaient devenir bio, seuls 3,7 % le sont ; le fret ferroviaire devait croître de 25 %, il a reculé d'autant ; les énergies renouvelables devaient représenter 23 % en 2020, nous en étions à 13,1 % en 2011 et la Cour des comptes, calculant qu'il faudra faire passer les investissements à 40 milliards d'ici à 2020, s'interroge sur la soutenabilité de ce projet à un « *coût élevé pour la collectivité* ». Bref, le Grenelle est à ranger auprès des protocoles et des conférences sur le climat, dans les oubliettes.

Les défenseurs écologistes, du moins ceux qui parlent au nom de leurs partis, opposent toujours le PIB et l'environnement. Ils n'ont de solutions pour faire

prévaloir l'écologie que de brimer l'économie, par la contrainte et la bureaucratie, au lieu de se vouloir les inventeurs concrets d'une nouvelle économie frugale. Leur combat contre les infrastructures, dont les aéroports, fait d'eux des réactionnaires au lieu d'avant-gardistes. L'énergie, singulièrement le nucléaire, les obnubile ; ils devraient être en pointe pour soutenir la recherche et les inventions rentables. Pour servir leurs justes thèses, les écologistes devraient s'interroger au fond et admettre que, tant que leurs représentants ne se réconcilient pas avec le progrès, avec l'économie et avec la science, ils continueront à pester contre le cours de l'histoire sans parvenir à le modifier.

Eric Le Boucher

Eric Le Boucher est éditorialiste aux « Echos »(1) Rapport 2013 sur les objectifs du Millénaire. (2) Avis du Cese, février 2012. (3) Cour des comptes : impact budgétaire et fiscal du Grenelle de l'environnement, janvier 2012.

Poutine va se venger des Bachi-bouzouks

Soumis par denissto le ven, 28/02/2014

La Crimée, vous connaissez?

Avant de faire un petit retour en arrière, n'oubliez pas cette phrase:

Le 20 Février, un fonctionnaire non identifié du gouvernement russe a déclaré au Financial Times que la Russie est prête à aller jusqu'à la guerre pour la Crimée.

“Si l'Ukraine se brise, cela déclenchera une guerre”, aurait-il déclaré. “Ils vont tout d'abord perdre la Crimée, parce que nous nous y rendrons et nous la protégerons, comme nous l'avons fait en Géorgie.”

Sources : Flot.com / Financial Times / Izvestia / Youtube / Le JDS

Pas plus que ce petit détail:

Après la Seconde Guerre mondiale et la reconstruction, l'Ukraine redevient le grenier à blé de l'URSS, notamment grâce à ses Terres Noires, et produisant 30 % du blé soviétique, 40 % de la betterave (notamment sucrière), et 40 % de la pomme de terre. En 1991, la République réalisait 35 % de la production agricole soviétique, pour une superficie totale de seulement 3 %.

Pour qui tourne l'Europe?

Car si d'aucuns, ont compris le pilotage de cette révolution Ukrainienne , a

plus forte raison les mentors du Kremlin. Les valeurs de la démocratie ne peuvent tromper plus que ceux qui sont encore capable de lire un ouvrage en entier de Bernard Henry Lévy, ce philosophe que le monde nous envie!

Poutine connaît l'histoire.

A minima ceux qui lui préparent ses discours:



Quand il nomme la coalition euro-atlantique, il ne peut faire plus concis, le futur et inéluctable traité transatlantique, vassalité oblige, donne la hiérarchie et les noms des futurs agresseurs des valeurs qu'ils prétends défendre.....cerise sur le gâteau, il se permet même de les traiter de gouvernements pédophiles.....ce en quoi il est difficile de le contredire.

Poutine veut reformer la grande Russie et faire rendre gorge a ceux qui l'ont détruite depuis deux siècles. s'il n'est pas nécessaire de rappeler les contentieux que le fils de la révolution française, Napoléon 1er, l'enfant chérie des loges maçonniques jusqu'à ses rêves dynastiques a commis comme exactions contre elle, il ne faut pas oublier les évènements qui ont conduit a la ruine des Romanov pendant le siècle qui a suivit.....ni ses instigateurs.

Petit détail de l'histoire, la guerre de Crimée de 1853/1856

Sous le prétexte fallacieux de la défense des lieux saints, du catholicisme, du protectorat de Jérusalem, les anglais, les français, le royaume de Piémont-Sardaigne viennent au secours des Ottomans contre les Russes. En fait, c'est simplement pour s'assurer la route des indes par le proche orient, le contrôle du trafic entre la mer noire et la Méditerranée que les anglais venait défendre. la prise du Bosphore et des Dardanelles par les Russes était inacceptable pour la perfide Albion. Cette guerre se terminera par le traité de Paris de 1856, qui entérinera le déclin de l'influence Russe sur cette région.

Le pitoyable Napoléon III trouvait lui le moyen de se venger de l'affront du Tsar Russe qui lui avait refusé une épouse parmi les princesses de la famille. Ce triste empereur carbonari franc maçon avéré, toute honte bue, exhumait

les capitulations signés entre François 1er et Soliman le magnifique sur la garde des lieux saints, entre autres prétextes pour venir servir les intérêts de la City, autant dire la famille Rothschild. Ce même Napoléon III retirera la protection des français aux états pontificaux, ce qui entrainera leur chute.....les 3000 derniers zouaves de retour en France signeront le seul fait de gloire français durant la guerre de 1870 à la bataille de Loigny avec le drapeau du sacré cœur. Ce prétendu défenseur des lieux saint n'est certainement pas réhabilité par des Bernard Accoyer, Philippe Seguin et Christian Estrosi pour ses valeurs chrétiennes !

Guerre Russo-turque 1877/1878

Fort de la défaite Russe dans la guerre de Crimée, les ottomans s'offrent un joyeux carnage perpétré par les Bachi-bouzouks, mercenaires de l'armée turque contre l'insurrection bulgare de 1876 en détruisant 58 villages et massacrant 15.000 civils. C'est à partir de cet évènement que naîtra le panslavisme qui imputera à la Russie la protection des peuples slaves qui vont de l'Elbe à l'Adriatique. La position anglaise à la conférence de Constantinople offrait un honteux blanc-seing aux turques, allant jusqu'à provoquer des exactions contre leur représentant W Gladstone en Angleterre véritable défenseur des opprimés :

<http://bnr.bg/fr/post/print/100108079/le-nouveau-documentaire-mr-gladsto...>

Poutine doit bien rire des cris d'orfraies euro-atlantistes, des valeurs défendues par les droits de l'hommesques occidentaux.....l'axe Londres/ Washington n'a jamais eu d'amis , elle na jamais défendu que des intérêts.

Si on rajoutait que la guerre de 1914/1918 a servit au partage de l'empire Ottoman au profit de la racaille des cartels pétroliers anglo-américains, a la révolution Russe de 1917 organisé avec les capitaux de ces mêmes pays , pour ne pas dire familles oligarchiques, mise en esclavage marxiste pendant 70 ans en prime , quel "casus belli" pourrait on rajouter au tableau?.....juste une pantomime de plus, Karl Marx dans ses théories économiques est un plagiaire indécent, financé par l'argent de la city via Engels, mais fut un excellent poète Luciférien.....choisis ton camp mon ami.

27

fév

2014

[Enfin, de la croissance !]

Intégration de la prostitution et de la drogue dans le PIB

Blog d'Olivier Berruyer 27 février

Je vous propose la traduction d'un article du quotidien espagnol [El Diario](#), qui traite d'une réforme statistique... originale, qui touchera donc aussi bientôt la France...

Une façon commode de gonfler le PIB (et donc de diminuer la ratio Dette / PIB).

J'ai cru à un canular quand j'ai reçu l'info, mais non, en fait...

La Prostitution et les drogues vont ajouter 10 Md€ au PIB espagnol

Belén Carreño, [EL DIARIO](#), le 20 janvier 2014.

- *Les statistiques officielles incluront à compter du mois d'octobre 2014 les transactions économiques illégales non prises en compte qui avoisineront 1% du PIB.*
- *Ce changement coïncide avec une nouvelle méthodologie qui entrainera une augmentation du PIB de 10 milliards d'€.*
- *Les experts posent les dernières règles pour quantifier les transactions économique hors-la-Loi et affirme clairement que l'impact est uniquement statistique.*

L'économie espagnole sera officiellement plus grosse de 20 milliards d'euros cet automne. Cette augmentation ne sera motivée par aucune reprise économique ni par les réformes imposées par la troïka. Son origine résidera dans une nouvelle méthodologie statistique s'appliquant à la mesure du PIB, qui comportera deux changements singuliers à partir du mois d'octobre.

Le plus choquant est, sans aucun doute, l'incorporation de l'économie illégale à l'activité économique. L'Institut National de la Statistique (INE) va commencer à évaluer combien d'argent génèrent les transactions économiques comme la prostitution, le trafic de drogue ou la contrebande. Des experts assurent que le résultat approchera 1% du PIB. L'économie

espagnole frôlant grosso-modo les 1 000 milliards d'euros, l'économie illégale génère donc 10 milliards d'euros.

Depuis des années, le système européen de comptabilité nationale demande à ses membres, les 28 pays de l'Union Européenne, de commencer à prendre en compte dans leurs statistiques ces opérations hors-la-Loi. **Cette recommandation deviendra obligatoire en 2016** mais l'INE a décidé de prendre le taureau par les cornes dès l'exercice 2014. La raison en est que d'autres changements statistiques entrent en vigueur comme le comptabilisation de la R&D ou la production d'armement. Dès lors, les dépenses en R&D seront comptabilisées non plus comme consommation intermédiaire mais investissement (formation brute de capital fixe).

Les responsables de la statistique espagnole préfèrent modifier en une seule fois la méthodologie. Ils profiteront donc du changement obligatoire de cet automne pour introduire la mesure de l'économie illégale. Il se trouve que Bruxelles a estimé que ce changement de mesure des dépenses d'investissement entrainera également une augmentation du PIB . . . de 1 à 2%. C'est à dire l'équivalent de l'intégration de l'économie illégale dans le PIB. Au total, le PIB passerait de 1 000 milliards d'euros à 1 020 milliards d'euros.

Il convient de souligner que ces deux changements, qui auront l'impact le plus important parmi les nombreuses modifications de la comptabilité nationale, élargissent la base de calcul du PIB. La taille de l'économie sera plus grande. Avec cette nouvelle base, toutes les données seront recalculées y compris pour les années passées. Ainsi, les taux de croissance, que l'on utilise pour parler de croissance ou de récession ne varieront qu'à la marge. « Tout au plus ce taux sera corrigé d'un chiffre après la décimale à la hausse ou à la baisse lors des publications trimestrielles » déclare Santiago Sanchez Guiu, coordonateur en macro-économie de l'institut « Flor de Lemus » (Université Carlos III de Madrid). Cela signifie que les données qui mesurent la croissance ou la chute de l'activité économique seront à peine altérées.

Une donnée sera néanmoins bel et bien impactée : le niveau d'endettement. En ayant une base élargie le ratio dette publique / PIB va diminuer.

On doit également prendre en compte que mettre un chiffre en face des activités illégales n'implique pas une quelconque création d'activité. On quantifie simplement une activité déclarée mais qui n'était pas comptabilisée

de manière officielle.

Les doutes que suscitent cette nouveauté statistique sont flagrants. Comment peut-on calculer les dépenses de prostitution ou de contrebande sans une comptabilité officielle ? Eurostat ne donne pas beaucoup de précisions mais fournit une ébauche technique. La prostitution sera mesurée dans une perspective d'offre, en fonction de la valeur du service fourni et, pour ce qui touche au trafic de drogue, par le biais d'une évaluation de la demande : la valeur payée par le client.

Consentement mutuel de la transaction

Un des plus grands expert espagnol en analyse de la conjoncture, Angel Laborda, directeur du cabinet de conjoncture du service des études des caisses d'épargne (Funcas), reconnaît la complexité du processus et assure qu'il se fera au moyen de la collecte de sources indirectes. La Police sera une des sources principales pour obtenir ce type d'information, mais aussi différentes études internationales ou celles d'ONG. L'an passé, par exemple, la Police a lancé une campagne de dénonciation de l'exploitation sexuelle pendant laquelle elle estimait que la « traite des blanches » ramenait cinq millions d'euros par jour en Espagne.

Mais, précisément, il n'est pas sûr du tout de pouvoir inclure cette affaire de « traite des blanches » ou l'exploitation de personnes dans les statistiques de l'économie illégale. Dans une des rares recommandations de Luxembourg (où se trouve Eurostat), il est précisé que ces transactions illégales doivent comporter le consentement des deux parties. Les vols, par exemple, ne pourraient pas être pris en compte. M. Laborda pense que l'on devrait inclure dans la statistique les affaires de trafic de personnes puisqu'elles supposent une transaction économique.

Le suivi du traitement statistique n'a pas été tranché. Une catégorie spécifique regroupera-t-elle ces activités illégales ou s'ajoutera-t-elle à d'autres secteurs déjà évalués ? Dans les nouvelles normes Eurostat, la prostitution peut être effectivement qualifiée de prestation de service au paragraphe 12.2 « Consommation individuelle en fonction de sa finalité ». Les experts rappellent que ces activités peuvent avoir des effets transverses et nécessiter alors leur intégration dans un compte satellite distinct comme c'est le cas pour le tourisme.

Les pays de l'Union Européenne incorporent lentement cette activité dans leurs comptes. Un des pionniers en la matière a été la Suède qui la comptabilise depuis 2007. Cependant, en Suède, l'économie illégale ne représente que 0,17% de l'activité totale.

Il ne faut non plus confondre l'économie illégale avec l'économie souterraine. Comme l'explique M. LABORDA, l'économie souterraine se mesure indirectement de différentes manières. En premier lieu, via la consommation, mais aussi au moyen de l'Enquête de Population Active (EPA) qui recense la population active même « au noir ».

L'EPA est précisément une des autres statistiques impactée par un troisième changement qui va influencer sur la mesure du PIB. Un des travaux statistiques les plus importants s'est terminé au mois de décembre 2012 : le recensement de la population. Ce nouveau recensement, effectué tous les dix ans, doit être mis en relation avec les calculs de PIB et de l'Enquête de Population Active. L'introduction de cette nouvelle donne a toujours un fort impact sur ces statistiques, puisque les mouvements de population en Espagne, et spécialement durant la période 2001-2011, ont été importants avec une augmentation de la population de presque 6 millions de personnes.

Malgré tout, le directeur de l'Institut National de la Statistique lui-même, Gregorio Izquierdo, dans une déclaration à « Cinco Dias » a assuré que l'impact dû à ces nouvelles statistiques de population sera limité. Comme la population peut s'avérer supérieure à celle estimée jusqu'à présent, cela peut avoir un effet sur le taux de chômage (Chômeurs/Population active).

Il y aura un autre changement dans la comptabilité nationale, mineur mais intéressant : la fabrication d'armement sera prise en compte. Jusqu'à aujourd'hui, on considérait que la capacité destructrice de ces engins venait diminuer l'activité économique, mais, compte-tenu du fait qu'ils ne sont pas utilisés sur le continent européen, on a décidé de les faire basculer dans la partie comptabilisée de l'économie.

États-Unis: la croissance nettement révisée à la baisse au T4

LesAffaires.com Publié il y a 33 minutes Par [AFP](#)

[Malgré la nouvelle méthode de calcul du PIB en vigueur depuis juillet 2013 qui gonfle les chiffres]

La croissance de l'économie des États-Unis a été nettement révisée en baisse au quatrième trimestre 2013, du fait d'une consommation moins soutenue que prévu, selon la deuxième estimation du département du Commerce publiée vendredi.

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) américain s'est établie à 2,4% d'octobre à décembre, en rythme annualisé et données corrigées des variations saisonnières contre une première estimation de 3,2%.

L'ampleur de la révision (0,8 point de pourcentage) a surpris les analystes qui s'attendaient dans leur prévision médiane à une croissance de 2,6%.

Ce ralentissement de la l'expansion économique fin 2013 fait suite à un fort troisième trimestre (4,1%).

La révision s'explique d'abord par des dépenses des consommateurs moins fortes que précédemment estimées. La consommation, moteur principal de l'expansion économique américaine, n'a finalement progressé que de 2,6% contre 3,3% dans la première estimation. Cela reste toutefois une meilleure performance qu'au troisième trimestre où les dépenses de consommateurs n'avaient progressé que de 2%.

Autres facteurs de la révision à la baisse, l'accumulation des stocks a ralenti et surtout les dépenses du gouvernement ont diminué davantage, accusant un recul de 5,6%. Celles du gouvernement fédéral ont chuté de 12,8% au cours de ce trimestre où les services fédéraux ont été partiellement paralysés en octobre en raison d'un bras de fer entre le Congrès et l'administration sur le budget.

Les exportations ont finalement augmenté moins que précédemment estimé. Elles affichent toutefois une progression de 9,4% (contre 11,4% dans la première estimation) bien supérieure à celle du trimestre précédent (3,9%).

Les importations, qui réduisent le PIB, ont finalement augmenté plus que prévu (+1,5% contre +0,9% dans la première estimation).

Au rang des bonnes nouvelles, la progression des investissements est plus forte qu'initialement escompté (4,5% au lieu de 3,4%), restant toutefois bien en dessous de la performance des trimestres précédents.

Pour l'ensemble de l'année 2013, la croissance américaine s'est établie à 1,9%, une décélération par rapport à 2012 (2,8%).